



www.bdic.ca/fr | info@bdic.ca

Rapport annuel

2021-2022



5009, 50^e Avenue

C. P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9

Téléphone : 867-767-9075 | Sans frais : 1-800-661-0599 | Télécopieur : 867-765-0652

info@bdic.ca

TABLE DES MATIÈRES

Mandat, ambitions, mission et valeurs	4
Message du ministre	5
Message de la présidence et de la direction	6
Conseil d'administration.....	8
2021-2022 en bref.....	9
Faits saillants depuis 2005	12
Programmes et services	15
Programme de facilités de crédit	15
Programme de contributions : Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises (FDEE)	16
Programme de capital d'investissement	17
Programme des filiales	18
Services aux entreprises	20
Réussites de clients de la SID	21
Bilan de l'année 2021-2022	24
Radiation et remise de dettes.....	27
Décaissements.....	29
Regard sur l'avenir.....	34
États financiers consolidés.....	35

MANDAT

Le mandat de la SID, selon la *Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest*, est de soutenir les objectifs de développement économique du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest de manière à générer des retombées économiques pour les entreprises et la population des Territoires du Nord-Ouest de la façon suivante :



en encourageant la création et l'expansion des entreprises



en investissant directement dans les entreprises



en versant de l'aide financière aux entreprises



en informant et en soutenant les entreprises et les membres du public

AMBITIONS

Un secteur des affaires plus fort et plus résilient aux Territoires du Nord-Ouest.

MISSION

Soutenir la croissance et la diversification des entreprises tout au long de leur cycle de vie en offrant du financement flexible ainsi que des programmes et des services financiers ciblés.

VALEURS

Essor des TNO

Tous les gestes comptent. Nous nous efforçons, par nos activités, de mettre en place les conditions dont les entreprises ténaises ont besoin pour réussir, s'épanouir et réaliser leur potentiel. Nous sommes motivés par les résultats et appuyons la création d'emplois et d'occasions d'affaires qui insufflent vigueur et santé aux collectivités ténaises.

Intégrité

Nous respectons nos engagements et prenons nos responsabilités. Nous tissons des liens et les enrichissons en communiquant de l'information de manière ouverte et transparente. Nous nous conformons aux lois, règlements, politiques et processus de la SID et du GTNO.

Respect et inclusion

Nous sommes prévenants et garantissons le traitement équitable et digne de chaque personne. La diversité nous tient à cœur, ainsi que la création d'un environnement où chacun se sent valorisé et intégré.

Innovation

Nous sommes en quête de nouvelles idées et aimons entendre de nouveaux points de vue. Nous faisons preuve d'inventivité et expérimentons de nouvelles approches et programmes qui représentent des options favorables pour nos clients, nos partenaires et nos parties prenantes.

MESSAGE DE LA MINISTRE

Les entrepreneurs et les entreprises sont essentiels à une économie durable aux TNO. Ils enrichissent les localités en offrant des produits et des services, en créant de l'emploi et en stimulant l'écosystème économique.

Les dernières années n'ont vraiment pas été faciles pour les gens d'affaires, qui ont su malgré tout démontrer sans l'ombre d'un doute leur courage, leur ingéniosité et leur débrouillardise. Les entrepreneurs ténois ont multiplié les efforts et continuent de se retrousser les manches pour se sortir et se remettre de la pandémie et bâtir un avenir prospère.

La SID, en étroite collaboration avec ses partenaires et les ministères, a joué un rôle crucial en proposant des solutions souples et du soutien au monde des affaires durant cette période instable. Son orientation client, sa flexibilité et sa capacité de réaction seront des atouts à la relance et à la dynamisation de l'économie des TNO.

Puisqu'aucune organisation ne peut répondre à tous les besoins, il faut absolument recourir aux partenariats et aux collaborations. C'est en travaillant de concert et en misant sur les relations intergouvernementales, interindustrielles et intersectorielles que nous pourrions accélérer la diversification de l'économie et favoriser la croissance économique. La SID, misant sur l'établissement de partenariats solides, poursuivra son approche collaborative pour concrétiser ses priorités stratégiques et son mandat.

Le gouvernement ténois et la SID demeurent fortement déterminés à aider les entreprises et les entrepreneurs à relever les défis et à saisir de nouvelles occasions avec confiance. Nous continuerons d'être à l'écoute des entrepreneurs du territoire et de nous adapter aux besoins futurs de notre économie.

Caroline Wawzonek

Ministre responsable de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE ET DE LA DIRECTION

Au cours de cette deuxième année de perturbations et d'incertitudes, la SID a continué à aider les entrepreneurs à relever les défis et à soutenir la relance.

Nous sommes heureux de vous présenter les faits saillants, les réalisations et les états financiers de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (SID) dans ce rapport annuel. Nous sommes d'avis qu'ils démontrent l'engagement sans faille de la SID envers le monde des affaires ténos et ses clients et partenaires.

En 2021-2022, la SID a versé presque 8 millions de dollars en prêts, en contributions, en capital d'investissement et en subventions. Elle a approuvé le report du remboursement des prêts de 24 entreprises pour les aider pendant la pandémie. Malgré une relance lente, les filiales de la SID ont poursuivi leurs activités et ont employé 6,8 équivalents temps plein, en plus de soutenir 53 artistes et artisans dans les petites localités.

Toute l'année, la SID a cherché à comprendre les besoins changeants de ses clients et a proposé des solutions pratiques. En réponse aux mesures sanitaires accrues à l'automne 2021, elle a rapidement injecté de l'argent frais provenant du Fonds pour le démarrage et l'expansion des entreprises (FDEE) dans une nouvelle initiative, le financement pour le suivi d'urgence du FDEE. Quinze entreprises ont reçu un financement d'urgence de 38 000 \$ dans le cadre de cette initiative, pour un total de 206 000 \$ versé grâce au FDEE.



Denny Rodgers

*Président du Conseil
d'administration*



Joyce Taylor

Chef de la direction

Alors que nous émergeons d'une crise mondiale prolongée, les entreprises devront se préparer à la croissance, mais aussi à se faire résilientes. La SID croit qu'elle peut aider. Elle continue d'adhérer à son ambition d'un secteur entrepreneurial plus fort et résilient aux Territoires du Nord-Ouest. Cette ambition nous oblige à explorer et à embrasser de nouvelles approches novatrices et de nouveaux partenariats pour aider les entreprises à relever les défis et à saisir les occasions.

La SID a fait de grands progrès en planification et en développement, ce qui facilitera et favorisera le changement dans l'organisation et ses programmes et services. Le futur est très prometteur : nous n'avons qu'à penser à la transformation numérique, à la modernisation de l'organisation et à la refonte de la *Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest*, autant de projets auxquels nous aurons le bonheur de participer.

Alors que l'année s'achève et qu'une nouvelle s'annonce, nous aimerions remercier le personnel, le conseil d'administration et nos partenaires de leur capacité d'adaptation et de tout ce qu'ils accomplissent pour que le monde des affaires ténos puisse prospérer.

Denny Rodgers

Président

Joyce Taylor

Chef de la direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration de la SID sont nommés par le ministre responsable de la SID. Le conseil dirige et gère les affaires de la SID et établit des politiques et des directives opérationnelles pour les programmes et services qu'elle offre.

Présidence

Denny Rodgers, Inuvik

Administrateurs :

Onosen Adebo, Fort Smith

Matthew Bannister, Yellowknife (vice-président)

Ayanna Ferdinand Catlyn, Yellowknife

Charles Furlong, Aklavik

Lloyd Jones, Fort Smith

Marie-Soleil Lacoursiere, Yellowknife

Kenneth Ruptash, Yellowknife

(Au 31 mars 2022)

2021-2022 EN BREF

La SID verse aux entreprises et entrepreneurs ténois des contributions et leur propose du financement par emprunt et par actions, en plus de leur fournir du soutien opérationnel.

En 2021-2022, elle a versé quelque **8 millions de dollars** en nouveaux prêts, en contributions, en capital d'investissement et en subventions.

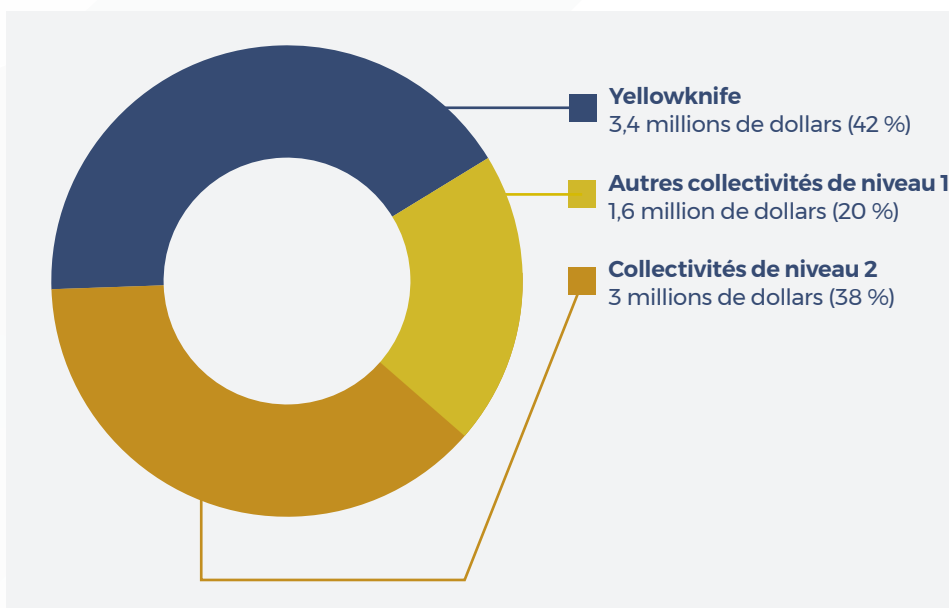
AIDE FINANCIÈRE DÉBOURSÉE PAR COLLECTIVITÉ

Collectivités de niveau 1 :

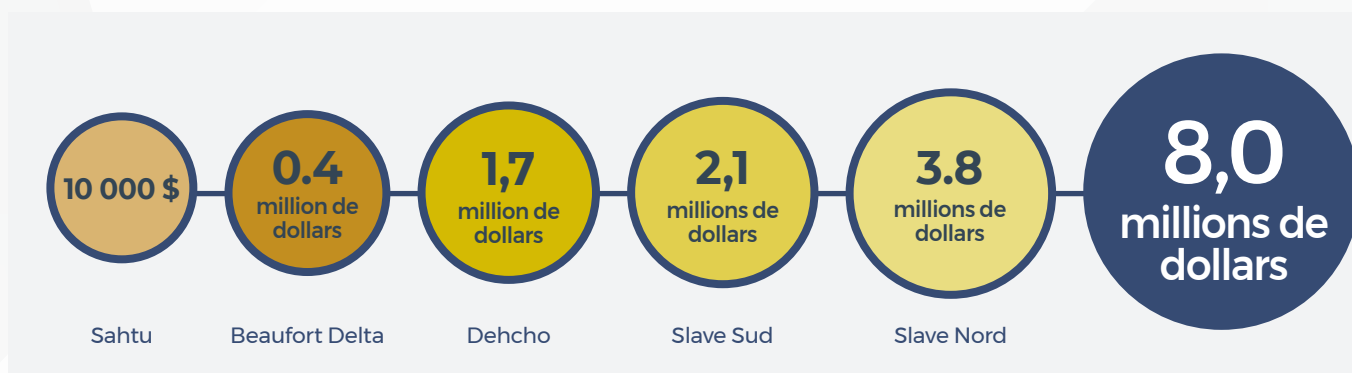
collectivités ayant une infrastructure commerciale et des liens de transport aérien ou routier bien développés : Fort Smith, Hay River, Inuvik et Yellowknife (y compris Ndilo).

Collectivités de niveau 2 :

collectivités ayant une infrastructure commerciale et des liens de transport aérien ou routier moins développés : toutes les autres collectivités ténoises.

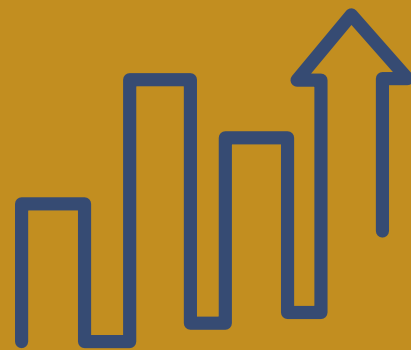


AIDE FINANCIÈRE DÉBOURSÉE PAR RÉGION



Total du portefeuille des facilités de crédit :

50,6 MILLIONS DE
DOLLARS*



Facilités de crédit

Nombre total
de demandes

15
APPROUVÉES



Montant
total
APPROUVÉ

4 072 000 \$

Programme de contributions

Nombre total de demandes

APPROUVÉES

 **38**

**MONTANT
TOTAL**



239 000 \$

** Comprend 2,7 millions de dollars en intérêts courus sur les prêts douteux, qui sont à juste titre exclus des états financiers.*

Vu les difficultés continues attribuables à la **COVID-19**, un sursis ou une réduction a été approuvé pour

31 PRÊTS pour un total de
11,9 millions
de dollars

Cela a libéré

700 000 \$

en liquidités
pour **24**

ENTREPRISES

** Exclut 14 000 \$ en revenu accessoire

Programme des filiales

La SID a cinq filiales actives ayant généré

593 000 \$** en ventes



Elle a soutenu

53 ARTISTES ET
ARTISANS

ET PRÉSERVÉ
L'EMPLOI DE

6,8 ÉQUIVALENTS
TEMPS PLEIN



dans les petites localités des TNO

Services aux entreprises

NOMBRE DE SÉANCES
DE FORMATION POUR
ENTREPRENEURS TENUES **115**

255 NOMBRE DE
PARTICIPANTS



FAITS SAILLANTS DEPUIS 2005

Depuis 2005, la SID a versé environ **119 millions de dollars** à **593 entreprises** partout aux Territoires du Nord-Ouest*.

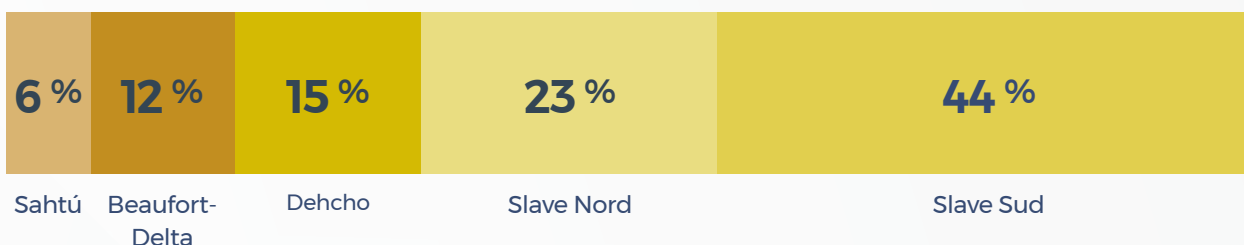
TOTAL INJECTÉ PAR RÉGION

(du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2022)

Région	Montant	Nombre d'entreprises	Estimation de la population**	Somme par habitant
Beaufort Delta	14 004 675 \$	104	6 846	2 046 \$
Dehcho	17 387 997 \$	51	3 365	5 167 \$
Slave Nord	28 013 132 \$	269	25 198	1 112 \$
Sahtu	7 660 253 \$	24	2 668	2 871 \$
Slave Sud	51 877 230 \$	145	7 427	6 985 \$
TOTAL	118 943 287 \$	593	45 504	

POURCENTAGE DU TOTAL INJECTÉ PAR RÉGION

(du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2022)



* Du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2022

** Bureau de la statistique des TNO, estimation de la population au 1^{er} juillet 2021

TOTAL INJECTÉ PAR NIVEAU DE COLLECTIVITÉ

(du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2022)

Niveau de collectivité	Montant	Nombre d'entreprises	Estimation de la population**	Somme par habitant
Niveau 2	42 610 807 \$	192	13 502	3 156 \$
Autre (niveau 1)	49 494 724 \$	141	9 705	5 100 \$
Yellowknife	26 837 756 \$	260	22 297	1 204 \$
TOTAL	\$118,943,287	593	45 504	

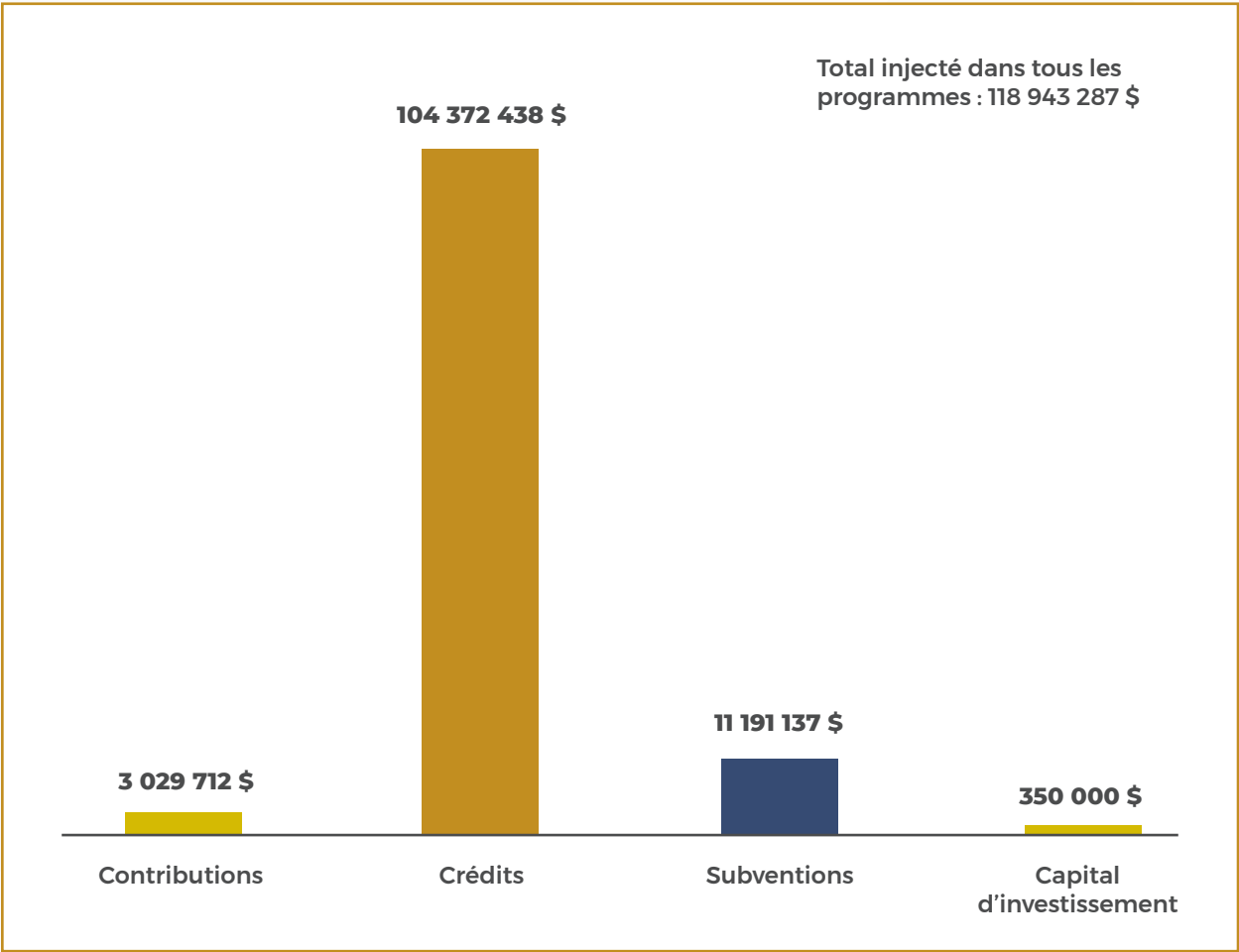
POURCENTAGE DU TOTAL INJECTÉ PAR NIVEAU DE COLLECTIVITÉ

(du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2022)



TOTAL INJECTÉ PAR PROGRAMME

(du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2022)



PROGRAMMES ET SERVICES

PROGRAMME DE FACILITÉS DE CRÉDIT

Programme de prêts

La SID soutient les entrepreneurs et les propriétaires d'entreprises au moyen de prêts. Les conditions de remboursement sont établies sur mesure et les taux d'intérêt (fixes ou variables) sont basés sur les risques.

Garantie de fonds de roulement

La SID peut aussi offrir une garantie pour aider les entrepreneurs à obtenir un fonds de roulement auprès d'une institution financière normale. Les clients versent une commission annuelle à la SID en fonction des risques de crédits.

Lettre de crédit de soutien

La lettre de crédit de soutien (LCS) garantit à une tierce partie que la SID s'acquittera du paiement, si le client (qui a pris la LCS) n'est pas en mesure de respecter ses obligations. Les clients recourent aux LCS pour remporter des appels d'offres ou fournir des garanties aux fournisseurs.

Gestion des risques de crédit

La SID applique des pratiques rigoureuses de gestion des risques pour garantir que ses clients soient disposés et aptes à rembourser leur prêt et à bâtir des entreprises viables.

** Comprend 2,7 millions de dollars en intérêts courus sur les prêts douteux, qui sont à juste titre exclus des états financiers.*

*** Comprend 3,3 millions de dollars en prêts approuvés dans les années précédentes, mais versés en 2021-2022, et 3,6 millions de dollars en prêts approuvés et versés en 2021-2022. Comprend aussi 968 000 \$ en remises non pécuniaires, mais exclut 61 000 \$ en coûts engagés pour d'autres frais afférents à ces prêts. Sur les 4,1 millions de dollars en prêts approuvés en 2021-2022, 0,5 million devrait être versé en 2022-2023.*

VALEUR DU PORTEFEUILLE DES FACILITÉS DE CRÉDIT

50,6 MILLIONS DE DOLLARS*

15

DEMANDES DE FACILITÉS DE CRÉDIT ONT ÉTÉ APPROUVÉES EN 2021-2022

POUR UN TOTAL DE

4,1 MILLIONS DE DOLLARS

TOTAL VERSÉ EN 2021-2022

6,9 MILLIONS DE DOLLARS**



38 DEMANDES DE
FINANCEMENT AU
TITRE DU FDEE ONT ÉTÉ
APPROUVÉES

MONTANT TOTAL
APPROUVÉ :
239 000 \$

MONTANT TOTAL
DÉBOURSÉ : 
206 000 \$
(34 entreprises)

15 DEMANDES DE
FINANCEMENT POUR
LE SUIVI D'URGENCE
DU FDEE ONT ÉTÉ
APPROUVÉES

MONTANT TOTAL
APPROUVÉ ET VERSÉ :
38 000 \$
(15 entreprises)

PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS : FONDS POUR LE DÉMARRAGE ET L'EXPANSION DES ENTREPRISES (FDEE)

Les entreprises en démarrage ou en expansion peuvent recevoir des fonds au titre du programme de contribution de la SID, le Fonds pour le démarrage et l'expansion d'une entreprise (FDEE), ce qui représentait 250 000 dollars en 2021-2022. Cette somme comprend 50 000 \$ supplémentaires affectés à une initiative spéciale, le financement pour le suivi d'urgence du FDEE.

Voici les trois volets du FDEE en 2021-2022 :

1. Financement régulier en vertu du FPEE
2. Financement pour le suivi
3. Financement pour le suivi d'urgence du FDEE
(financement d'urgence spécial à court terme)

Le FDEE de base permet de venir en aide aux entreprises en finançant les dépenses liées au démarrage, à l'expansion et à l'achat de matières premières. Les projets qui créent des emplois à court terme peuvent également bénéficier de soutien. Les entreprises dont les revenus annuels n'excèdent pas 500 000 dollars sont admissibles.

Le financement pour le suivi du FDEE peut servir à l'achat de logiciels ou de services de comptabilité, à la planification de la relève ou à la participation à des programmes de formation en entrepreneuriat.

Par ailleurs, une initiative spéciale a été introduite en septembre 2021 en réponse aux mesures et restrictions sanitaires accrues pour lutter contre la COVID-19, soit le financement pour le suivi d'urgence du FDEE. Il s'agissait d'un financement d'urgence à court terme plus flexible, puisé dans le financement pour le suivi, pouvant atteindre 2 500 \$ pour les entreprises des collectivités de niveau 1 et 3 500 \$ pour celles des autres collectivités.

PROGRAMME DE CAPITAL D'INVESTISSEMENT

La SID investit dans les entreprises en échange d'actions privilégiées à dividendes annuels. Les actions peuvent être échangées à tout moment. Les entreprises en quête d'un partenaire peuvent recevoir du financement au titre du programme de capital d'investissement.

Diverses activités de création d'emplois peuvent être financées par ce programme. Les fonds peuvent aussi servir de levier pour obtenir plus de financement du secteur privé. Aucun nouvel investissement au titre de ce programme n'a été approuvé en 2021-2022, mais 350 000 \$ ont été versés pour un projet approuvé l'exercice précédent.

Le programme de capital d'investissement fait actuellement l'objet d'une révision et sera mis à jour dans la foulée de la modification de la *Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest*.

1



INVESTISSEMENT DE
350 000 \$



PROGRAMME DES FILIALES

La SID subventionne des entreprises et des initiatives communautaires qui créent des emplois ou fournissent des biens et services aux collectivités.

Le programme des filiales de la SID assure la prise en charge par les collectivités et fournit de l'aide générale de même que de l'assistance à la commercialisation et à la comptabilité.

Les filiales de la SID ont continué de maintenir les emplois dans les collectivités malgré les défis continus associés à la pandémie de COVID-19.

En 2021-2022, la SID détenait **cinq** filiales actives, dont les ventes combinées totalisaient **\$593,000***

La SID a conservé les emplois de **6,8 ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN DANS SES FILIALES**

Elle a aussi soutenu **53 ARTISTES ET ARTISANS**

** Exclut 14 000 \$ en revenu accessoire.*





GAGNANT DE LA SEMAINE DE LA PME :
NELSON KEEBLE

Durant la Semaine de la PME en octobre, la SID a organisé une campagne pour honorer les petites entreprises et promouvoir les services aux entreprises. Elle a offert 10 séances gratuites en ligne du 17 au 23 octobre, et toutes les personnes inscrites à trois séances et plus courraient la chance de gagner un panier-cadeau de 250 \$ renfermant des œuvres d'artistes et d'artisans des filiales de la SID.

SERVICES AUX ENTREPRISES

La SID aide les Ténos à démarrer et à faire croître leurs entreprises. Concernant les services aux entreprises, la SID administre Entreprises Canada-TNO (ECTNO) en partenariat avec l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor).

ECTNO soutient les jeunes entreprises et les petites entreprises en offrant de l'information et des ressources variées sur les services, programmes et règlements des entreprises et des gouvernements. Parmi les ressources, notons les séances de formation en ligne, une bibliothèque consacrée à l'entrepreneuriat et un guide de démarrage d'entreprises complet aux TNO. La SID met aussi à la disposition des entrepreneurs un centre des affaires avec des postes de travail, une imprimante et un télécopieur. En plus de l'accès à ces appareils, tous les Ténos peuvent profiter de services et ressources en ligne fournis par ECTNO et par l'intermédiaire d'autres partenaires communautaires.

Les séances de formation en ligne abordent des sujets variés et s'adressent aux personnes voulant parfaire leurs compétences en affaires et leur connaissance du domaine. C'est le service qui a connu le plus grand succès, et de loin : 255 personnes ont assisté aux 115 séances de l'année.

Bush Order Provisions Itée

Bush Order Provisions est un commerce de production alimentaire et de détail de Yellowknife qui vend des produits de boulangerie-pâtisserie, des produits maraîchers et des produits agricoles. Kyle Thomas et sa femme Marie-Christine Auger sont les fiers propriétaires de cette entreprise en voie de développement. Ensemble, ils possèdent les connaissances et la passion nécessaires pour cultiver et produire des aliments de grande qualité et partagent leurs connaissances et leur expérience avec la population.

Bush Order Provisions est issue de la fusion de deux petites entreprises : une boulangerie-pâtisserie présente au marché fermier de Yellowknife depuis 2013 et une jeune entreprise faisant dans le jardinage, l'agriculture et l'apiculture. Selon Kyle Thomas, « il semblait naturel de fusionner les deux entreprises puisque leurs produits pouvaient soit s'intégrer les uns aux autres, soit servir de solution de compostage pour réduire les déchets ».

L'entreprise est extrêmement fière d'offrir des produits locaux de qualité – farine biologique provenant d'une minoterie travaillant directement avec les producteurs agricoles; levure naturelle sans produits chimiques ou additifs; et culture intérieure en développant des micropousses sur terreau, de jeunes pousses ensemencées en rangs serrés qui sont riches en nutriments.

La SID a joué un rôle clé dans l'expansion de Bush Order Provisions, qui a pu acheter une propriété viable et rénover une cuisine commerciale grâce à un prêt à terme et à une contribution financière provenant du Fonds pour les projets d'expansion des entreprises. Pendant la pandémie, le programme de report du remboursement d'un





prêt de la SID a aidé l'entreprise, qui accusait un retard dans l'ouverture de sa boulangerie-pâtisserie et a été confrontée à des problèmes d'approvisionnement. Comme le dit Marie-Christine Auger, « nous avons peu d'options, et la SID nous a offert un soutien et des solutions flexibles pour nous aider à poursuivre nos activités ».

Les propriétaires attribuent leur succès à leur plan d'affaires, qui était solide dès le départ, mais qu'ils ont ajusté constamment pour le garder flexible. Voilà ce qu'en dit Kyle Thomas : « Il est primordial de faire preuve de flexibilité, peu importe où vous en êtes avec votre entreprise. Avec la pandémie, Bush Order Provisions a dû alterner entre ventes en ligne, ramassages à l'extérieur, livraisons, achats en personne et ventes en gros. Il ne faut pas avoir peur d'essayer de nouvelles choses ou de changer d'orientation pour relever les défis et saisir les occasions. »



Si vous songez à démarrer une entreprise, lancez-vous! Nous avons besoin de plus d'entrepreneurs dans le Nord. C'est certes difficile, mais ô combien gratifiant. »

– Marie-Christine Auger

Northridge Contracting Ltée

Depuis plus de deux décennies, soit depuis ses débuts en juillet 2002, Northridge Contracting Ltée, ou Northridge, est devenue incontournable à Norman Wells. L'entreprise en a fait du chemin, étant maintenant reconnue comme leader en travaux d'entreprise générale, en gestion de projets et en construction dans le Nord, avec son effectif variant de 20 à 40 employés, selon le projet et la saison.

Avec le temps, l'entreprise a bonifié son offre de services : travaux de construction, camionnage, aménagement de terrain, aménagement immobilier, assainissement, services publics, construction routière, entretien des routes, transport, et location d'espaces et de véhicules commerciaux. La SID a soutenu Northridge au fil des ans au moyen de divers services de financement et d'autres aides.

Comme le dit Pascal Audet, « Northridge s'est associée à la SID parce que celle-ci comprend les besoins particuliers des entreprises nordiques. Les entreprises ténoises doivent relever des défis uniques à la région, et elles doivent impérativement pouvoir compter sur un partenaire qui comprend le Nord ».



REPORTING ON THE 2021-2022 SCORECARD

The objectives were approved by the Board of Directors as part of the BDIC's 2021-2022 Corporate Plan.

OBJECTIF 1	CIBLES
 Offrir des programmes et outils pour soutenir les entreprises des TNO, notamment des produits et services financiers ciblés.	• Sondage en ligne sur les besoins des entrepreneurs. • Évaluation des ressources et du matériel. • Instauration d'un processus simplifié de demande de prêts. • Offre de meilleurs programmes aux entreprises.
STATUT	
	La SID a tenu un sondage en ligne et mené une recherche secondaire pour évaluer et orienter les changements et améliorations qu'il lui fallait apporter à ses programmes et outils ainsi que déterminer les dispositions législatives et réglementaires à modifier. Le formulaire de demande en ligne a été évalué, et les politiques sont en cours de révision pour simplifier le processus.

OBJECTIF 2	CIBLES
 Améliorer les programmes et services de la SID pour aider les entreprises à se remettre de la pandémie et à prendre de l'expansion dans l'économie de l'après-COVID.	• Évaluation du programme de contributions de la SID. • Indicateurs de rendement clés (IRC) commerciaux axés sur les résultats. • Relance du programme de capital d'investissement. • Plateforme numérique pour les demandes de petits prêts.
STATUT	
	La SID a réalisé une recherche pour évaluer et repérer les occasions entourant les programmes de contributions et de capital d'investissement. Les possibilités seront évaluées lors d'une consultation du public pour orienter les modifications à apporter à la <i>Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest</i> et permettre la modification et la bonification des programmes. Concernant l'évaluation du rendement, un modèle logique a été conçu, et des IRC axés sur les résultats ont été établis, les besoins en matière de systèmes et de processus étant en cours de définition.

OBJECTIF 3

CIBLES



Continuer de stimuler le rendement des filiales de la SID.

- Déploiement d'un système de gestion des stocks pour ADNC.
- Préparation de plans d'activités pour chaque filiale active.
- Évaluation des prix des produits et des structures de coûts des filiales.
- Nouveau site Web pour l'Arctic Canada Trading Company.
- Stimulation des ventes au Canada et à l'étranger.

STATUT



La SID a mis en place un système de gestion des stocks pour ADNC et commencé la planification du modèle d'établissement de prix pour l'UAC. La préparation des plans d'activités pour les filiales actives est en cours, ce qui implique des consultations. Celle avec FMTC est terminée. Toute injection de fonds supplémentaires dans les filiales, notamment pour le nouveau site Web et les activités de commercialisation pour stimuler les ventes, a été suspendue jusqu'à ce que les plans soient prêts.

OBJECTIF 4

CIBLES



Mieux faire connaître la SID et ses activités.

- Élaboration d'une stratégie de communication.
- Mise en œuvre de la stratégie de médias sociaux.
- Ajout d'information commerciale sur le site Web de la SID.
- Promotion des programmes et services dans les médias sociaux et sur d'autres canaux de communication.

STATUT



La SID a préparé et commencé à appliquer un nouveau plan de communication et une nouvelle stratégie de médias sociaux. Le contenu de son site Web a été actualisé; le site est plus facile à utiliser et contient plus d'information commerciale. Plusieurs campagnes de publicité et de promotion ont eu lieu pendant l'année.

OBJECTIF 5

CIBLES



Continuer de renforcer la capacité interne et la collaboration avec d'autres organisations au profit du monde des affaires ténos.

- Formation améliorée du personnel et évaluation des mesures de rendement.
- Communication continue avec les organismes communautaires et les entreprises.
- Amélioration de la collaboration avec les entreprises, le gouvernement et d'autres parties prenantes.
- Transmission d'information commerciale en collaboration avec les partenaires et les parties prenantes.

STATUT



La SID a grandement amélioré ses activités de sensibilisation, de collaboration et de partenariat avec les principales parties prenantes pour régler les problèmes émergents et saisir de nouvelles occasions entrepreneuriales et en développement des affaires. Les parties prenantes sont le gouvernement, les universités, l'industrie et le monde des affaires. Formation améliorée du personnel et évaluation des mesures de rendement : terminées.

OBJECTIF 6

CIBLES



Améliorer la gouvernance organisationnelle.

- Mise en œuvre des objectifs du plan stratégique de la SID.
- Harmonisation continue des objectifs de la SID avec le mandat du GTNO.
- Élaboration d'une grille de compétences pour le conseil d'administration.
- Mise à jour des conditions associées au conseil d'administration.

STATUT



La SID a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique de quatre ans et mis la dernière touche à son plan organisationnel 2022-2023, qui comporte des objectifs cadrant avec le mandat du GTNO. Elle a recruté plusieurs membres pour son conseil d'administration au moyen de la nouvelle grille de compétences et mis à jour les conditions et orientations associées au conseil.

RADIATION ET REMISE DE DETTES

Le conseil d'administration de la SID peut approuver la radiation de dettes. Une dette radiée est tout de même recouvrable, mais se voit attribuer une valeur de zéro dans les états financiers.

Le Conseil de gestion financière peut approuver la remise de dettes. Une dette remise est effacée des états financiers, car la SID n'est plus en mesure de la recouvrer.

En 2021-2022, cinq comptes ont été radiés par le conseil d'administration, et 14 ont fait l'objet d'une remise de dettes par le Conseil de gestion financière.

DETTES RADIÉES

Nom de l'entreprise	Nombre de comptes	Montant total
After 8 Pub Incorporated	2	59 350 \$
Alcantara Outfitting Itée	2	170 665 \$
William Turner	1	6 079 \$
TOTAL	5	236 094 \$

DETTES REMISES

Nom de l'entreprise	Nombre de comptes	Montant total
4842 NT Itée (s/n AJ's Electrical)	1	26 694 \$
953781 NWT Itée (s/n Twist & Shout)	2	544 839 \$
Aurora World Corporation	3	1 819 992 \$
Beaufort Delta Petroleum Itée	1	277 466 \$
Charles Gauthier	1	3 385 \$
Kenneth Jones (s/n Elle Hair Salon)	2	63 637 \$
Lana Ortiz (s/n Off The Hook)	1	9 081 \$
Quyta Holdings Itée	1	593 533 \$
Sabanadesan Thayavathy (s/n Sew It All)	1	9 000 \$
Video Palace Itée	1	125 755 \$
TOTAL	14	3 473 382 \$

DÉCAISSEMENTS

PROGRAMME DE FACILITÉS DE CRÉDIT

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Montant
3119378 Canada inc. (s/n South Nahanni Airways)	Jacques Harvey et Laverna Martel-Harvey	Fort Simpson	1 466 910 \$
4928 N.W.T. Itée (s/n Poison Graphics)	Derek Mundy	Hay River	312 864 \$
507387 N.W.T. Itée (s/n C.A.B. Construction)	Michael Browne	Fort Smith	297 000 \$
507621 N.W.T. Inc.	Glen Freud, Terry Freud, Daniel Freud et Christophe Freud	Fort Smith	313 713 \$
Boreal Cultivation Inc.	Damien Healy, Jordan Harker et Brooke Harker	Yellowknife	526 188 \$
Bullocks Bistro (2016) Itée	Jo-Ann Martin et Mark Elson	Yellowknife	368 700 \$
Reginald Drummond (s/n The Hungry Wolf)	Reginald Drummond	Yellowknife	50 000 \$
F.C. Services Itée	Curtis Grosco, Margaret Grosco, Luke Grosco et Angela Grosco	Behchokq	410 875 \$
Goose Flying Corporation	Sergei Mjatelski	Fort Simpson	155 000 \$
Great Slave Fish Products Limited	Brian Abbott	Yellowknife	25 000 \$
Greenway Holdings Itée	Jane Groenewegen et Richard Groenewegen	Hay River	189 000 \$
Bright Lubansa et Norma Lubansa (s/n Omankera General Contracting)	Bright Lubansa et Norma Lubansa	Yellowknife	30 000 \$
Mackenzie Cabins Itée	Eric Bertrand et Tammy Neal	Entreprise	380 000 \$
MJ's Express Services Itée	John St. Louis	Yellowknife	1 125 000 \$
NSIXTY Trading Company Itée	Christian Westwell, Joanna Westwell et Gordon Rothnie	Fort Smith	467 500 \$
Ronald Pierrot (s/n Pierrot's Logistics)	Ronald Pierrot	Fort Good Hope	10 000 \$
Range Lake Developments Itée	Biswanath Chakrabarty et Bula Chakrabarty	Yellowknife	750 000 \$
Yellowknife Tours Itée	Angela Law, Verda Law et Chun Kwok Law	Yellowknife	30 000 \$
TOTAL*			6 907 750 \$

* Comprend 968 000 \$ en remises non pécuniaires, mais exclut 61 000 \$ en coûts engagés pour d'autres frais afférents à ces prêts.

PROGRAMME DE CONTRIBUTIONS

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Montant
507063 N.W.T. Itée (s/n Harleys Hardrock Saloon)	Yuill, Scott	Yellowknife	2 500 \$
6395 NT inc. (s/n Silverback Smoke and Essentials)	Lionel Nadia	Fort Simpson	19 181 \$
Alappaa Inc.	Myrna Pokiak	Yellowknife	10 000 \$
Alietum Itée	Jennifer Waugh	Yellowknife	1 000 \$
Bella Dance Academy Inc.	Lina Lewis	Yellowknife	2 500 \$
Boreal Cultivation Inc.	Damien Healy, Jordan Harker et Brooke Harker	Yellowknife	2 500 \$
Break Away Fitness Itée	Bright Lubansa et Norma Lubansa	Yellowknife	2 500 \$
Cetana Neurotherapy Itée	Bryan Austin et Tyler Rentmeister	Yellowknife	5 188 \$
Maxime Cimon (s/n CG Systems)	Maxime Cimon	Yellowknife	2 500 \$
C-POW Productions Itée	Colter Freund	Fort Smith	9 990 \$
Jody Doherty (s/n Stick Built Construction)	Jody Doherty	Fort Smith	10 000 \$
Jessica Dunkin (s/n Dunkin Creative)	Jessica Dunkin	Yellowknife	1 600 \$
Epic Studios inc.	Roger Mario	Yellowknife	8 298 \$
F.C. Services Itée	Curtis Grosco, Margaret Grosco, Luke Grosco et Angela Grosco	Behchokq	3 500 \$
Fishy People Inc.	Jared Bihun et Nicole McKenzie	Yellowknife	3 000 \$
Sneha Gagnon (s/n Namaste in Style by Sneba)	Sneha Gagnon	Yellowknife	11 500 \$
Goose Flying Corporation	Sergei Mjatelski	Fort Simpson	1 406 \$
Roxanne Kotchilea (s/n Tundra Beauty)	Roxanne Kotchilea	Behchokq	5 558 \$
Diana Lubansa et Louis-Jean Jonel (s/n LJJ Barbershop)	Diana Lubansa et Louis-Jean Jonel	Yellowknife	10 888 \$
Raquel Mendoza (s/n LC Bros Cleaning Services)	Raquel Mendoza	Inuvik	8 957 \$
Mohamed Mohamed et Savannah Pema (s/n Savannah's Family Restaurant)	Mohamed Mohamed et Savannah Pema	Yellowknife	2 500 \$
Nahanni Butte General Store & Hotel Itée	Bande dénée de Nahanni Butte	Nahanni Butte	2 000 \$
Charles Nitsiza (s/n Whati Bed and Breakfast)	Charles Nitsiza	Whati	20 000 \$
Sean Norman (s/n Aurora Chaser)	Sean Norman	Yellowknife	2 189 \$

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Montant
Winnifred Rukunda (Solid Touch Day Home)	Winnifred Rukunda	Yellowknife	2 500 \$
Andrew Shedden (s/n Bell Rock Recording)	Andrew Shedden	Fort Smith	9 777 \$
Judith Shoniwa (s/n Sapphire Dayhome)	Judith Shoniwa	Yellowknife	9 308 \$
Sarah Van Stiphout (Cabin Snacks)	Sarah Van Stiphout	Yellowknife	10 000 \$
William Wilkes (s/n Fort Simpson Kennels)	William Wilkes	Fort Simpson	20 000 \$
Yellowknife Racquet Club Itée	Kelli Hinchey	Yellowknife	2 500 \$
Yellowknife Tours Itée	Angela Law, Verda Law et Chun Kwok Law	Yellowknife	2 500 \$
TOTAL			205 840 \$

PROGRAMME DE CAPITAL D'INVESTISSEMENT

Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Montant
Great Slave Bottling Company Itée	Jo-Ann Martin et Mark Elson	Yellowknife	350 000 \$
TOTAL			350 000 \$

PROGRAMME DES FILIALES

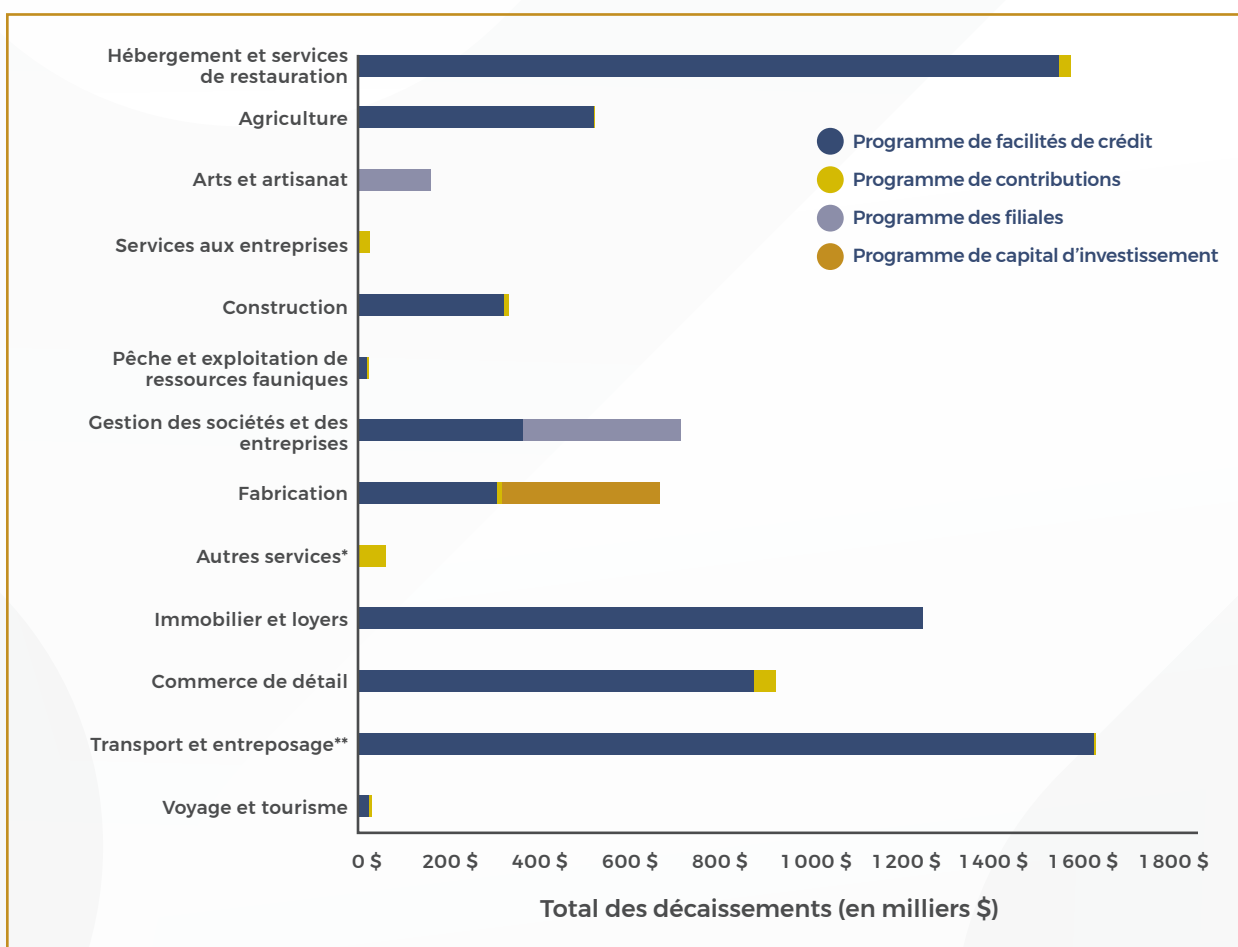
Nom de l'entreprise	Propriétaires	Collectivité	Montant
5983 N.W.T. Itée (Ulukhaktok Arts Centre)	BDIC	Ulukhaktok	110 000 \$
913044 NWT Itée (Fort McPherson Tent and Canvas)	BDIC	Fort McPherson	250 000 \$
Acho Dene Native Crafts Itée	BDIC	Fort Liard	50 000 \$
Dene Fur Clouds Itée	BDIC	Fort Providence	100 000 \$
TOTAL			510 000 \$

TOTAL POUR TOUS LES PROGRAMMES	7 973 590 \$
---------------------------------------	---------------------

DÉCAISSEMENTS PAR SECTEUR DE L'INDUSTRIE

SECTEUR DE L'INDUSTRIE	PRÊTS		CONTRIBUTIONS		SUBVENTIONS POUR LES FILIALES		CAPITAL D'INVESTISSEMENT	
	#	(en milliers de dollars)	#	(en milliers de dollars)	#	(en milliers de dollars)	#	(en milliers de dollars)
Hébergement et services de restauration	3	1 555 \$	3	25 \$	0	0 \$	0	0 \$
Agriculture	1	526 \$	1	2 \$	0	0 \$	0	0 \$
Arts et artisanat	0	0 \$	1	6 \$	2	160 \$	0	0 \$
Services aux entreprises	0	0 \$	2	29 \$	0	0 \$	0	0 \$
Construction	2	327 \$	1	10 \$	0	0 \$	0	0 \$
Services d'éducation	0	0 \$	2	12 \$	0	0 \$	0	0 \$
Divertissements et loisirs	0	0 \$	1	3 \$	0	0 \$	0	0 \$
Cinéma	0	0 \$	1	8 \$	0	0 \$	0	0 \$
Pêche et exploitation de ressources fauniques	1	25 \$	1	3 \$	0	0 \$	0	0 \$
Soins de santé	0	0 \$	1	5 \$	0	0 \$	0	0 \$
Industries de l'information et de la culture	0	0 \$	2	20 \$	0	0 \$	0	0 \$
Gestion des sociétés et des entreprises	1	369 \$	0	0 \$	2	350 \$	0	0 \$
Fabrication	1	313 \$	1	10 \$	0	0 \$	1	350 \$
Autres services	0	0 \$	2	12 \$	0	0 \$	0	0 \$
Services professionnels, scientifiques et techniques	0	0 \$	3	5 \$	0	0 \$	0	0 \$
Immobilier et loyers	3	1 253 \$	0	0 \$	0	0 \$	0	0 \$
Commerce de détail	2	\$878	6	\$50	0	0 \$	0	0 \$

SECTEUR DE L'INDUSTRIE	PRÊTS		CONTRIBUTIONS		SUBVENTIONS POUR LES FILIALES		CAPITAL D'INVESTISSEMENT	
	#	(en milliers de dollars)	#	(en milliers de dollars)	#	(en milliers de dollars)	#	(en milliers de dollars)
Transport et entreposage**	3	1 632 \$	1	1 \$	0	0 \$	0	0 \$
Voyage et tourisme	1	30 \$	2	5 \$	0	0 \$	0	0 \$
TOTAL	18	6 908 \$	31	206 \$	4	510 \$	1	350 \$



* Comprend les secteurs suivants : services d'éducation; divertissements et loisirs; cinéma; soins de santé; industries de l'information et de la culture; autres services; et services professionnels, scientifiques et techniques

** Comprend l'aviation

REGARD SUR L'AVENIR

Les dernières années ont fait ressortir l'importance de la flexibilité, de l'orientation client et des partenariats. La pandémie de COVID-19 a poussé beaucoup d'entre nous, y compris la SID, à repenser notre façon de faire les choses. La SID veut continuer dans ce sens pour favoriser le développement des entreprises et générer des retombées pour l'économie ténosé.

Pendant 17 ans, la SID a eu le privilège d'aider les entrepreneurs des TNO à planifier leur entreprise, à la lancer, à la faire croître et à en assurer la transition. Si l'objectif de la SID de soutenir les entrepreneurs et les entreprises ne change pas, son approche et ses activités prendront de nouvelles directions, ce qui est stimulant.

La SID se modernisera et modifiera et bonifiera bon nombre de ses programmes et services dans les prochaines années. Pour y arriver, elle consultera les principales parties prenantes et proposera des modifications à sa loi constitutive et aux règlements d'application y afférents. Elle cherchera aussi à aider les entreprises des TNO à adopter des technologies numériques qui leur permettront de demeurer concurrentielles et de prospérer dans un environnement en constante évolution.

Au cœur de cette transformation se trouveront les partenariats. La SID continuera de collaborer étroitement avec d'autres parties, pour que ses partenaires actuels et les nouveaux puissent toucher de nouveaux publics et secteurs et saisir de nouvelles occasions de faire croître les entreprises et de stimuler le développement économique.

Nous espérons que vous vous joindrez à nous pour rendre le milieu des affaires plus fort et résilient aux Territoires du Nord-Ouest.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 2022

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Responsabilité du bureau de régie à l'égard de l'information financière

La responsabilité des états financiers consolidés ci-joints de la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (« la Société ») incombe à la direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été examinés et approuvés par son conseil d'administration.

Ces états financiers ont été préparés par la direction, conformément aux normes comptables pour le secteur public au Canada (NCSP). Là où les NCSP permettent différentes méthodes comptables, la direction a choisi celles qui lui semblaient les plus appropriées. Au besoin, la direction a eu recours à ses meilleures estimations et à son jugement pour préparer les présents états financiers consolidés.

Pour s'acquitter de ses responsabilités quant à l'intégrité, à la fidélité et à la qualité des états financiers consolidés, la direction veille au maintien des moyens et des méthodes de contrôle financier et de gestion conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont adéquatement autorisées et comptabilisées, que les actifs sont protégés, que des documents comptables adéquats sont tenus et que la Société se conforme aux règlements sur les conflits d'intérêts et aux lois applicables. Ces moyens et méthodes de contrôle permettent d'assurer la conduite ordonnée des affaires, l'exactitude des livres comptables, la préparation des renseignements financiers en temps opportun et le respect des politiques et des exigences réglementaires de la Société.

Le Conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il exerce cette responsabilité par l'entremise du Comité d'audit, lequel est formé de membres qui ne sont pas des employés de la Société. Le Comité d'audit rencontre la direction régulièrement. De plus, les auditeurs externes ont accès entièrement et librement au Comité d'audit.

L'auditeur externe indépendant de la Société, le vérificateur général du Canada, est chargé de vérifier les transactions et les états financiers consolidés de la Société et de produire son rapport à ce sujet.

Joyce Taylor
Directrice générale

Leonard Kwong
Directeur des finances et des programmes

25 août 2022

Cette page a été laissée vierge intentionnellement pour le rapport de l'auditeur.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement pour le rapport de l'auditeur.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement pour le rapport de l'auditeur.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement pour le rapport de l'auditeur.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**États financiers consolidés (31 mars 2022)**

	<u>Page</u>
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets	9
État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé	10
État consolidé des flux de trésorerie	11
Notes complémentaires	12 à 31
Annexe A – Tableau consolidé des immobilisations corporelles	32

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé de la situation financière (en milliers de dollars)**

	31 mars 2022	31 mars 2021
	\$	\$
Actifs financiers		
Trésorerie (notes 3 et 19)	15 473	18 229
Débiteurs (notes 4, 16 et 19)	2 195	130
Stocks destinés à la vente (note 5)	257	340
Prêts à recevoir (notes 6, 7, 8 et 19)	44 184	43 511
Capital d'investissement (note 9)	350	-
	62 459	62 210
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	1 142	1 061
Avantages sociaux futurs (note 10)	286	297
Avances du gouvernement des TNO (note 11 et 16)	26 067	26 798
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	34	31
	27 529	28 187
Actifs financiers nets	34 930	34 023
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (tableau A)	172	244
Charges payées d'avance	2	12
	174	256
Excédent accumulé	35 104	34 279

Engagements et éventualités (notes 14 et 15)

Les notes complémentaires et l'annexe A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par :

Denny Rodgers
Président du Conseil d'administration

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé de la variation des actifs financiers nets (en milliers de dollars)**

Clôture d'exercice : 31 mars	Prévu 2022	Réel 2022	Réel 2021
	\$	\$	\$
Excédent de l'exercice (déficit)	187	825	(358)
Amortissement des immobilisations corporelles	77	72	74
Acquisition de charges payées d'avance	-	(2)	(12)
Utilisation des charges payées d'avance	-	12	1
	-	10	(11)
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	264	907	(295)
Actifs financiers nets, au début de l'exercice	34 023	34 023	34 318
Actifs financiers nets, à la fin de l'exercice	34 287	34 930	34 023

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest**État consolidé des résultats et de l'excédent accumulé (en milliers de dollars)**

Clôture d'exercice : 31 mars	Prévu 2022	Réel 2022	Réel 2021
	\$	\$	\$
Produits			
Intérêts à recevoir sur les prêts	1 950	2 270	2 212
Ventes et autres revenus	706	607	468
Intérêts sur la trésorerie regroupée (note 3)	301	102	139
	2 957	2 979	2 819
Transferts gouvernementaux (note 12)	2 879	2 882	2 954
	5 836	5 861	5 773
Charges (note 13)			
Prêts et placements	4 310	3 912	5 171
Vente au détail et fabrication	1 339	1 124	960
	5 649	5 036	6 131
Excédent de l'exercice (déficit)	187	825	(358)
Excédent accumulé, au début de l'exercice	34 279	34 279	34 637
Excédent accumulé, à la fin de l'exercice	34 466	35 104	34 279

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

État consolidé des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

Clôture d'exercice : 31 mars	2022	2021
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds :		
Gouvernements	130	2 109
Clients	675	491
Intérêts	2 793	1 352
	3 598	3 952
Sorties de fonds :		
Rémunération et avantages sociaux	2 240	1 953
Paievements aux fournisseurs	914	743
Intérêts sur les avances du gouvernement des TNO	633	-
Subventions et contributions	206	199
	3 993	2 895
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	(395)	1 057
Activités d'investissement		
Décaissement de prêts	(6 002)	(9 649)
Décaissement de capital d'investissement	(350)	-
Remboursement de prêts	4 358	1 885
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(1 994)	7 764
Activités de financement		
Remboursement des avances du gouvernement des TNO	(367)	-
Avances du gouvernement des TNO	-	5 500
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(367)	5 500
(Diminution) de la trésorerie	(2 756)	(1 207)
Trésorerie au début de l'exercice	18 229	19 436
Trésorerie à la fin de l'exercice	15 473	18 229

Les notes complémentaires et le tableau A font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La Société**a) Législation**

La Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest (« la Société ») a été constituée le 1^{er} avril 2005 en vertu de la *Loi sur la Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest* (« la Loi »).

La Société est une société territoriale du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (« gouvernement des TNO ») nommée à l'annexe B de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). À ce titre, la Société exerce ses activités en vertu de la partie III de la LGFP, de la *Loi* et de ses règlements, ainsi que de toute directive émise par le ministre responsable de la Société conformément à l'article 4 de la *Loi*.

b) Mandat

Le mandat de la Société est de soutenir les objectifs économiques du gouvernement en encourageant la création et le développement d'entreprises aux Territoires du Nord-Ouest, en fournissant de l'information et de l'aide financière aux entreprises ainsi qu'en investissant dans celles-ci.

c) Paiements de transfert et avances du gouvernement des TNO

Conformément à l'article 30 de la *Loi*, la Société doit soumettre annuellement, avant le début de l'exercice, un plan d'entreprise, un budget d'exploitation et un budget d'investissement qui définissent les transferts requis du gouvernement pour approbation par le Conseil de gestion financière (CGF) du gouvernement des TNO. Les transferts reçus du gouvernement des TNO visent à financer les activités de la Société, à faire des investissements dans des entreprises et à fournir des avances de fonds de roulement et des subventions d'exploitation à ces entreprises en fonction des besoins, à effectuer des transferts destinés à des projets de développement d'entreprises et à faire l'achat d'immobilisations corporelles pour la Société. Les transferts sont remboursables au gouvernement s'ils n'ont pas été entièrement dépensés durant l'exercice au cours duquel le gouvernement des TNO les a fournis.

La Société et ses organismes sont économiquement dépendants des transferts reçus du gouvernement des TNO pour poursuivre leurs activités (note 18).

Par ailleurs, l'article 26 de la *Loi* autorise le gouvernement des TNO à faire des avances sur le Trésor à la Société pour un montant n'excédant pas au total 150 millions de dollars dans le but d'offrir de l'aide financière à des entreprises ou d'investir dans celles-ci. Ces avances sont remboursables au gouvernement des TNO sur demande.

d) Taxes

La Société et ses organismes sont exemptés du paiement d'impôts municipaux, territoriaux et fédéraux en vertu de l'article 35 de la *Loi* et de l'alinéa 149(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*.

e) Budget

Les chiffres du budget consolidé proviennent des budgets approuvés par le CGF et le Conseil d'administration de la Société. La haute direction de la Société a approuvé d'autres montants prévus au budget.

2. Sommaire des principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables pour le secteur public au Canada (NCSP) établies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

a) Incertitude de mesure

La préparation des états financiers consolidés conformément aux NCSP exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits et des charges durant la période de présentation de l'information financière. En raison de leur nature, ces estimations comportent un degré d'incertitude de mesure. L'incidence sur les états financiers consolidés de modifications de ces estimations et hypothèses au cours des exercices à venir pourrait être importante; toutefois, au moment de l'établissement des présents états financiers consolidés, la direction est d'avis que les estimations et les hypothèses sont raisonnables.

Les estimations les plus importantes concernent la détermination de la moins-value des prêts à recevoir, des prêts douteux, des capitaux d'investissement, de l'amortissement et de la provision pour les créances irrécouvrables, les indemnités de départ et de déménagement et les services reçus à titre gracieux. Un changement sur le plan de la qualité du portefeuille de prêts ou de la conjoncture économique pourrait modifier considérablement ces estimations de la direction.

Les principales conventions comptables utilisées par la Société pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont décrites ci-dessous.

b) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs, les produits et les charges de la Société et des organismes dont elle est responsable. Toutes les opérations et tous les soldes inter-entités ont été éliminés au moment de la consolidation. Les présents états financiers comprennent les comptes des organismes suivants :

Organisation	Emplacement	Pourcentage de participation	Date de constitution
Industrie légère			
913044 N.W.T. Itée (s/n de Fort McPherson Tent & Canvas)	Fort McPherson (TNO)	100 %	25 septembre 1991
Aklavik & Tuktoyaktuk Furs Itée	Tuktoyaktuk (TNO)	100 %	30 juin 1997
Dene Fur Clouds Itée	Fort Providence (TNO)	100 %	18 décembre 1997
Art et artisanat			
Acho Dene Native Crafts Itée	Fort Liard, TNO	100 %	15 octobre 1992
5983 N.W.T. (s/n d'Ulukhaktok Arts Centre)	Ulukhaktok (TNO)	100 %	12 février 2008
Ventes au détail et en gros			
Arctic Canada Trading Co. Itée	Yellowknife (TNO)	100 %	28 juin 1997
Chasse au bœuf musqué			
6355 N.W.T. Itée	Sach's Harbour (TNO)	100 %	12 mai 2011

c) Trésorerie

La trésorerie comprend les soldes de comptes bancaires (déduction faite des chèques en circulation). La trésorerie excédentaire est regroupée avec la trésorerie excédentaire du gouvernement des TNO, qui est investie dans un portefeuille diversifié d'actifs productifs de qualité à court terme. La trésorerie peut faire l'objet de prélèvements à tout moment et n'est pas affectée par les dates d'échéance des placements faits par le gouvernement des TNO. La trésorerie comprend également des fonds et des réserves qui sont assujettis aux restrictions décrites à la note 3.

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au coût. On comptabilise une provision pour moins-value lorsque le recouvrement des créances est considéré comme douteux.

e) Stocks destinés à la vente

Les stocks destinés à la vente comprennent les produits finis, les matières premières et les produits en cours de fabrication et sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

f) Prêts à recevoir

Les prêts sont d'abord comptabilisés au coût. Les provisions pour moins-value servent à ajuster la valeur comptable des prêts au moindre du coût et de la valeur recouvrable nette. Les prêts à conditions avantageuses sont inscrits à leur valeur nette au moment de leur émission et les escomptes connexes sur la valeur actuelle sont passés en charge. Les prêts sont classés comme prêts douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'y a plus d'assurance raisonnable que le recouvrement de la totalité du capital et des intérêts pourra être fait en temps opportun.

Précédemment, on considérait qu'un prêt était en souffrance après un retard de paiement de trois mois (à moins que le prêt ne soit entièrement garanti), ou de six mois (peu importe que le prêt soit entièrement garanti ou non). Toutefois, en vertu des mesures d'aide économique liées à la COVID-19, les clients ont pu obtenir des prêts à bas taux d'intérêt et réduire ou repousser les paiements de rem-boursement de ces prêts pour l'exercice financier 2020-2021 sans pénalité ou sans hausse des charges en intérêts. Le défaut de paiement de ces prêts était alors évalué différemment. La Société a mené différents sondages auprès des clients et a examiné les demandes de prolongation et de restructuration des prêts, ainsi que les prêts dont le paiement a été reçu en 2021-2022 pour déterminer si les prêts étaient productifs ou douteux.

Les prêts à recevoir à conditions avantageuses sont en partie considérés comme des subventions et sont comptabilisés à la date d'émission à leur valeur nominale moins la valeur de la portion subvention. Cette valeur actualisée et le taux d'intérêt effectif sont déterminés par l'ajustement du taux préférentiel au risque calculé à la date d'émission. La portion de subvention est calculée à l'émission en faisant la différence entre la valeur nominale et la valeur actualisée du prêt et est comptabilisée en tant que frais d'intérêts. La portion de subvention est considérée comme une dépense à la date d'émission du prêt ou quand les conditions avantageuses sont appliquées. Ces prêts sont établis au coût amorti et la différence de valeur est comptabilisée comme une augmentation du solde du prêt et une augmentation des intérêts créditeurs au cours de la durée du prêt, à l'aide de la méthode des intérêts effectifs.

Lorsqu'un prêt est classé comme douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à sa valeur de recouvrement nette estimative par un ajustement de la provision pour prêts douteux. Les variations

subséquentes de la valeur de recouvrement nette estimative sont également prises en compte au moyen de la provision pour prêts douteux.

Les intérêts créditeurs sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice, à l'aide de la méthode des intérêts effectifs, jusqu'à ce que le prêt soit classé comme douteux, le cas échéant. Tous les paiements reçus (c'est-à-dire les recouvrements) à l'égard d'un prêt, ou d'un prêt à conditions avantageuses, considéré comme douteux, sont contrebalancés par la provision pour prêt douteux. Le prêt est réinscrit comme prêt productif lorsque toutes les provisions pour pertes sur créances sont reprises et que, de l'avis de la direction, le recouvrement ultime du capital et des intérêts est raisonnablement assuré. Les intérêts créditeurs non comptabilisés auparavant sont alors constatés comme intérêts créditeurs.

En vertu de la LGFP, le conseil d'administration de la Société peut approuver la radiation des dettes à l'endroit de la Société. Un compte radié peut toujours faire l'objet de mesures de recouvrement. La renonciation à un compte peut être accordée uniquement par le Conseil d'administration (500 \$ ou moins) ou le CGF (plus de 500 \$). Une fois que l'on a renoncé à un compte, celui-ci ne peut plus faire l'objet de mesures de recouvrement.

g) Provision pour prêts douteux

La provision pour prêts douteux représente la meilleure estimation de la direction quant aux pertes probables dans le portefeuille de prêts. Au moment d'établir la provision pour prêts douteux, la direction sépare les pertes probables en deux composantes, soit une composante spécifique et une composante générale.

Une provision spécifique est constituée sur une base individuelle afin de comptabiliser les créances irrécouvrables. Lorsqu'un prêt est considéré comme douteux, sa valeur comptable est ramenée à sa valeur de recouvrement nette estimative par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. Lorsque le montant des flux de trésorerie futurs prévus ne peut être établi de façon raisonnable, on utilise la juste valeur du bien donné en garantie du prêt pour déterminer la valeur de recouvrement nette.

La provision générale est établie selon le meilleur jugement de la direction pour tenir compte des pertes probables sur des prêts productifs qui ne peuvent pas encore être classés comme douteux. La provision générale est fondée sur l'historique des pertes sur prêts de la Société, sur l'exposition globale dans certains secteurs ou dans certaines régions géographiques, ainsi que sur la conjoncture économique existante.

La provision pour prêts douteux est une estimation comptable établie selon l'historique des pertes sur prêts et une évaluation de la conjoncture économique existante. Des événements pourraient rendre les hypothèses sous-jacentes invalides, et les pertes réelles pourraient différer de façon importante des meilleures estimations de la direction.

La provision est augmentée et diminuée par les variations de l'estimation des valeurs de recouvrement nettes durant la période en cours, et elle est diminuée par les recouvrements et les radiations de prêts.

h) Placement de capital-risque

Les placements de capital-risque sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute réduction de valeur pour dépréciation.

Les gains et les pertes à la cession sont constatés dans les résultats lorsqu'ils sont réalisés. Lorsqu'il y a eu une perte de valeur importante et durable, la valeur du placement est diminuée pour refléter la perte. Les dividendes provenant des placements de capital-risque sont inclus dans les revenus lorsqu'ils sont reçus. Lorsqu'ils sont reçus, ils sont déposés dans le fonds d'investissement de capital-risque pour être utilisés à l'intérieur d'autres placements dans des activités comparables.

Il n'y a pas de cours de marché actif.

i) Comptes créditeurs et charges à payer (en gras)

Les comptes créditeurs et les charges à payer comprennent les sommes à payer aux fournisseurs, les passifs accrus au titre de la paie, des avantages sociaux et des indemnités de congé annuel. Ces charges sont évaluées au coût.

j) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

On comptabilise la juste valeur d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation durant la période au cours de laquelle l'obligation est contractée. La juste valeur est actualisée à la valeur actuelle à partir de la date prévue du paiement, au moyen du taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit de la Société. La juste valeur estimative de l'obligation est comptabilisée à titre de passif, et une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif connexe est aussi comptabilisée.

Les coûts incorporés dans le coût des actifs correspondants sont amortis en résultat en accord avec l'amortissement de l'actif sous-jacent. Le montant du passif augmente à chaque période de présentation de l'information financière en raison de l'écoulement du temps, et le montant correspondant à l'augmentation est comptabilisé en charges durant la période. Une révision du calendrier d'application estimatif des flux de trésorerie ou de la première estimation des coûts non actualisés pourrait entraîner l'augmentation ou la diminution de l'obligation. Les coûts réels engagés lors du paiement d'une obligation liée à la mise hors service sont imputés à l'obligation jusqu'à concurrence du passif comptabilisé.

k) Transferts du gouvernement

Les paiements de transfert sont comptabilisés en tant que produits lorsqu'ils sont autorisés et que les critères d'admissibilité sont satisfaits, sauf lorsque les stipulations des transferts donnent lieu à des obligations qui correspondent à la définition d'un passif. Les transferts sont inscrits dans les résultats au moment où le passif auquel les stipulations donnent lieu est réglé.

Le gouvernement des TNO fournit certains services à titre gracieux à la Société. Le coût estimatif de ces services est comptabilisé en tant que services reçus à titre gracieux, qui sont inclus dans les paiements de transfert et dans les charges de la Société.

l) Avantages sociaux futurs

i) Prestations de retraite : La plupart des employés de la Société participent au régime de retraite de la fonction publique (« le Régime »), un régime contributif à prestations déterminées établi par voie législative et financé par le gouvernement du Canada. Les employés de même que la Société sont tenus de verser des cotisations afin de couvrir les coûts actuels des services. Conformément aux lois en vigueur, la Société n'a pas d'obligation implicite ou juridique de cotiser davantage relativement à tout service antérieur ou sous-financement du Régime. En conséquence, les cotisations sont passées en charges au cours de l'exercice où les services sont rendus et représentent l'obligation totale de la Société au titre des prestations de retraite.

ii) Indemnités de départ et de déménagement : Conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi, les employés sont admissibles à des indemnités de départ et à une aide au déménagement en fonction de leurs années de service. Ces indemnités sont fondées sur les années de service des employés et sont payées au moment de la démission, du départ à la retraite ou du décès de l'employé. Le coût de ces indemnités est comptabilisé à mesure que les employés rendent les services nécessaires pour y avoir droit. Des indemnités de départ sont

également comptabilisées lorsque des employés sont mis à pied. Le coût des indemnités a été déterminé d'après une évaluation actuarielle.

m) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins les dépréciations et l'amortissement accumulé. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile des immobilisations :

Immeubles	20 ans
Véhicules et matériel	4 ans
Améliorations locatives	4 ans
Matériel informatique	4 ans

Les immobilisations corporelles sont dépréciées lorsque les conditions indiquent qu'elles ne contribuent plus à la capacité de la Société à fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs associés aux immobilisations corporelles est inférieure à leur valeur comptable nette. Les réductions de valeur nettes sont comptabilisées en tant que charges dans l'état consolidé des résultats.

n) Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société se composent de la trésorerie, des créances, des prêts en cours, des placements de capital-risque, des créateurs et des charges à payer ainsi que des avances du gouvernement des TNO. Ces instruments financiers sont évalués au coût.

o) Actifs non financiers

Les actifs non financiers ne peuvent servir à acquitter les passifs existants et sont destinés à la prestation de services. Leur durée de vie utile dépasse l'exercice en cours et ils ne sont pas destinés à la vente dans le cours normal des activités. La variation des actifs non financiers au cours de l'exercice ainsi que les produits excédentaires par rapport aux charges constituent la variation nette des actifs financiers pendant l'exercice.

p) Informations sectorielles

La Société présente des informations sectorielles pour ses activités liées aux prêts et aux placements ainsi qu'à la vente au détail et à la fabrication. Les prêts et placements représentent les activités de la Société, et la vente au détail et la fabrication celles des organismes dont elle est responsable. Tous les revenus, à l'exception du produit des ventes et d'autres revenus, sont générés par les activités de prêt et de placement.

q) Modifications comptables à venir

Le CCSP a publié les deux nouveaux chapitres suivants, lesquels entreront en vigueur en avril 2022 et 2023 ou après. La Société évalue actuellement les répercussions qu'auront ces deux chapitres.

Chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » : Ce chapitre définit les normes de comptabilisation et d'information concernant les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les dispositions de ce chapitre entreront en vigueur pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2022 ou après, avec possibilité d'application aux exercices antérieurs. **Chapitre SP 3400, « Revenus »** : Ce chapitre définit les normes de comptabilisation et d'information concernant les revenus. Plus précisément, il distingue les revenus provenant d'opérations assorties d'obligations de prestation et celles qui ne sont pas assorties de telles obligations. Les dispositions de

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires

Le 31 mars 2022

ce chapitre entreront en vigueur pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2023 ou après, avec possibilité d'application aux exercices antérieurs.

3. Trésorerie

La trésorerie comprend la trésorerie détenue par la Société pour le fonctionnement, en fonds et réserves constitués en vertu de la *Loi*, et pour les avantages sociaux futurs des employés, ainsi que la trésorerie détenue par les organismes de la Société. La trésorerie est regroupée avec la trésorerie excédentaire du gouvernement des TNO, qui est investie dans un portefeuille diversifié d'actifs productifs de qualité à court terme. La trésorerie peut faire l'objet de prélèvements à tout moment et n'est pas affectée par les dates d'échéance des placements faits par le gouvernement des TNO. Les catégories de titres, les catégories d'émetteurs, les limites et les conditions admissibles sont approuvées par le ministère des Finances. Tous les instruments, selon la catégorie de placement, sont cotés R-2 élevé ou plus par le Dominion Bond Rating Service. La Société a produit des intérêts de 102 000 \$ avec un rendement moyen de ses investissements de 0,71 % au cours de l'exercice (2021 : 139 000 \$ avec un rendement moyen des investissements de 0,83 %).

Conformément à l'article 27 de la *Loi*, la Société est tenue de créer un fonds de prêts et d'investissements pour ses activités de prêt et d'investissement. Il est précisé au paragraphe 4(2) de la partie 1 du *Règlement sur le maintien de programmes, de projets et de services* (le « Règlement ») de la Société qu'un fonds de prêts et de cautionnement sera utilisé pour comptabiliser les activités de prêt, tandis que, selon le paragraphe 19(2) de la partie 2, un fonds de capital-risque sera utilisé pour comptabiliser les activités de placement connexe. Par ailleurs, en vertu du paragraphe 18(2) de la partie 2 du Règlement, la Société a l'obligation de continuer à maintenir un fonds d'investissement et un fonds de subvention.

En plus de ces fonds, la Société doit, en vertu respectivement des paragraphes 18(6) et 19(5) de la partie 2 du Règlement, constituer un fonds de réserve (investissements) et un fonds de réserve (capital-risque). La Société continuera d'y déposer un montant équivalant à 10 % de chaque investissement ou placement à risque effectué. La Société peut utiliser les fonds de réserve pour réaliser des investissements supplémentaires dans ses organismes et pour des placements de capital-risque au moyen de prélèvements approuvés.

La Société a la responsabilité d'administrer les avantages sociaux futurs, y compris la trésorerie détenue (note 10b).

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Trésorerie détenue par la Société pour le fonctionnement	3 509	5 284
Trésorerie détenue par les organismes de la Société	2 105	1 924
Trésorerie détenue pour les avantages sociaux futurs des employés	286	297
	5 900	7 505
Fonds de capital-risque	3 805	4 190
Fonds d'investissement	873	873
Fonds de subvention	559	435
Fonds de réserve (capital-risque)	521	486
Fonds de prêts et de cautionnements	3 668	4 593
Fonds de réserve (investissements)	147	147
	9 573	10 724

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires**Le 31 mars 2022**

15 473 18 229

4. Comptes débiteurs

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Sommes à recevoir	182	218
Sommes à recevoir du gouvernement des TNO	2 079	9
Sommes à recevoir du gouvernement du Canada	49	48
Moins-value : provision pour créances douteuses	115	145
	2 195	130

5. Stocks destinés à la vente

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Art et artisanat	70	146
Articles de toile	187	194
	257	340

Au cours de l'exercice, des stocks de 60 000 \$ (101 000 \$ en 2021) ont été dévalués et aucun stock n'a été mobilisé comme garantie. De plus, la Société a recouvré 99 000 \$ (35 000 \$ en 2021) sur les stocks dont la valeur comptable avait été réduite. Le coût des marchandises vendues comprend la dépréciation des stocks et les recouvrements.

6. Incidence de la COVID-19

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié la propagation de la COVID-19 de pandémie. Les entreprises et les marchés boursiers mondiaux ont été immédiatement et considérablement affectés. Les industries présentes dans le portfolio de la Société ont été touchées à des degrés divers. Le 20 mars 2020, par l'entremise de la Société et en réponse à la pandémie, le gouvernement des TNO a annoncé des mesures d'aide économique qui devaient entrer en vigueur le 1^{er} avril suivant. Ainsi, la SID a pris une mesure de réduction des taux d'intérêt permettant d'offrir des conditions avantageuses aux entreprises admissibles.

Différentiel du taux d'intérêt

La Société a offert des prêts à bas taux d'intérêt pour des fonds de roulement pendant la pandémie en 2021. Des montants allant jusqu'à 25 000 \$, et plus dans certaines circonstances, ont été offerts à des

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires

Le 31 mars 2022

entreprises admissibles au taux de 1,75 % dans des prêts non garantis, prêts auxquels s'applique d'habitude le taux de 6,45 % (taux préférentiel + 4 %). Deux prêts totalisant 55 000 \$ et approuvés en 2021 ont été décaissés en ayant recours à cette mesure (91 prêts totalisant 2 319 000 \$ en 2021). Le 31 mars 2022, la provision pour prêt douteux sur ces derniers atteignait 56 000 \$ (111 000 \$ en 2021).

Prolongation du programme d'aide économique

En 2021, la Société a permis aux clients qui le demandaient d'obtenir que les paiements de remboursement de leur prêt soient réduits ou reportés jusqu'au 31 mars 2021 sans pénalité ou supplément de frais d'intérêts. On a approuvé pendant toute l'année le report des paiements et des intérêts sur les prêts pour tous les clients admissibles concernés.

La COVID-19 continuant à affecter l'économie des Territoires du Nord-Ouest en 2022, le comité d'examen des demandes de prêt de la Société a approuvé les reports additionnels de 31 prêts (32 en 2021) le 31 mars 2022.

Ces reports n'impliquent aucune condition avantageuse et comprendront des pénalités et des frais d'intérêts supplémentaires. Pour ce groupe, un montant total de 6 645 000 \$ a été associé à des prêts classés comme douteux (4 491 000 \$ en 2021) étant donné les risques de défaut de paiement et 2 029 000 \$ (1 220 000 \$ en 2021) sont inclus comme provision spécifique.

7. Prêts à recevoir

La Société offre des prêts à taux variable et à taux fixe pour des périodes allant jusqu'à cinq ans, mais dont la période d'amortissement ne dépasse pas 25 ans.

La Société impute à ses clients son taux préférentiel plus 2 %, 3 % ou 4 % selon la garantie fournie, la capacité de la direction du client, la participation du client et la période d'amortissement. La Société détient divers types de garanties sur ses prêts, notamment des immeubles, du matériel, des cautionnements et des contrats de sûreté garantie. Il est prévu que les prêts viendront à échéance comme suit :

(en milliers de dollars)					
		2022		2021	
		Variation de taux	Soldes	Variation de taux	Soldes
		%	\$	%	\$
Prêts	1 an	4,70-7,95	6 305	4,70-7,95	7 657
productifs	1 à 2 ans	5,45-7,45	3 636	4,70-6,70	7 857
venant à	2 à 3 ans	2,95-6,95	3 920	5,45-7,45	3 591
échéance	3 à 4 ans	1,75-6,95	9 881	2,95-6,95	4 501
dans :	Plus de 4 ans	1,75-6,45	12 173	1,75-6,95	12 790
			35 915		36 396
Intérêts courus à recevoir au titre des prêts			662		1 154
Prêts douteux			11 200		11 160
			47 777		48 710

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires

Le 31 mars 2022

Moins : provision pour prêts douteux (note 8)	3 593	5 199
	44 184	43 511

* Ces prêts à recevoir ont été réduits de 153 000 \$ (2021 : 303 000 \$) en raison des prêts à conditions avantageuses qui ont été consentis (note 6)

En 2022, quatre comptes de deux emprunteurs représentant 230 000 \$ (y compris les intérêts non recouvrables d'un montant de 36 000 \$ non reconnus) ont été radiés par le Conseil d'administration (aucun en 2021), et quatorze comptes de dix emprunteurs représentant 3 473 000 \$ (y compris les intérêts non recouvrables d'un montant de 1 513 000 \$ non reconnus) ont fait l'objet d'une annulation par le CGF (aucun en 2021). Le Conseil d'administration a également radié une créance de 6 000 \$ non liée à des prêts. Les recouvrements sur des prêts qui avaient auparavant été radiés (prêts en cours et provision) ont totalisé 18 000 \$ (38 000 \$ en 2021).

Concentration des risques de crédit

La concentration des risques de crédit peut découler d'une exposition à des groupes de débiteurs ayant des caractéristiques semblables, de sorte que leur capacité à satisfaire à leurs obligations pourrait être touchée de façon similaire par des changements dans la conjoncture économique ou d'autres changements. Les tableaux suivants présentent les concentrations des prêts productifs et des prêts douteux par région géographique et secteur d'activité :

Concentration par secteur d'activité

Secteurs	(en milliers de dollars)			
	2022		2021	
	Prêts productifs	Douteux	Prêts productifs	Douteux
	\$	\$	\$	\$
Hébergement et services de restauration	6 852	1 207	5 493	1 791
Agriculture	276	2 333	1 751	388
Artisanat	5	346	6	375
Services aux entreprises	125	3	185	304
Communications	-	523	-	559
Construction	5 566	2 715	6 345	2 870
Services d'éducation	31	-	25	-
Divertissements et loisirs	18	-	39	58
Finances et assurances	296	-	318	-
Pêche et faune	37	13	22	30
Foresterie et exploitation forestière	57	-	89	-
Soins de santé	68	-	82	-
Industries de l'information et de la culture	69	-	84	-
Gestion des entreprises	1 555	-	1 232	-
Secteur manufacturier	1 183	2	1 113	8
Exploitation minière	123	-	127	-
Exploitation pétrolière et gazière	-	359	-	359
Autres services	1 852	38	2 073	82
Services professionnels, scientifiques et techniques	331	-	385	-
Immobilier	7 498	157	6 752	155
Vente au détail	6 390	1 236	6 058	1 243
Transport et entreposage	2 317	1 495	2 961	897

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires

Le 31 mars 2022

Voyage et tourisme	539	773	565	2 041
Vente en gros	727	-	727	-
	35 915	11 200	36 396	11 160

7. Prêts à recevoir (suite)

Concentration par région géographique

Régions	(en milliers de dollars)			
	2022		2021	
	Prêts productifs	Douteux	Prêts productifs	Douteux
	\$	\$	\$	\$
Beaufort-Delta	3 387	512	3 536	856
Dehcho	4 990	2 251	5 634	1 658
Slave Nord	7 893	4 465	6 920	4 185
Sahtú	2 071	67	2 176	133
Slave Sud	17 574	3 905	18 130	4 328
	35 915	11 200	36 396	11 160

Le tableau suivant présente les prêts productifs en cours classés selon le système d'évaluation des risques de crédit de la Société.

Évaluation des risques de crédit	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Faibles	19 293	19 040
Moyens	14 193	15 020
Élevés	2 429	2 336
	35 915	36 396

La Société considère qu'un prêt est en souffrance lorsque le client omet d'effectuer un paiement conformément aux modalités de paiement. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts qui sont en souffrance, mais qui ne sont pas classés comme douteux parce qu'ils ne répondent pas aux critères relatifs aux prêts douteux.

Prêts en souffrance non douteux	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
De 31 à 60 jours	22	-
De 61 à 90 jours	-	-
Plus de 90 jours	-	-
	22	-

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires

Le 31 mars 2022

La capacité des clients à respecter leurs obligations a une incidence directe sur l'exposition aux risques liés aux prêts. Cette capacité est influencée, entre autres, par l'exposition des clients aux fluctuations économiques dans les Territoires du Nord-Ouest. Afin de réduire ces risques, la Société limite la concentration des prêts accordés à chaque client. Conformément à ses règlements, la Société peut prêter à une entreprise ou à un groupe d'entreprises reliées, ou investir dans une entreprise ou dans un groupe d'entreprises apparentées, un montant maximal de 2 millions de dollars. Les montants supérieurs à 2 millions de dollars doivent être approuvés par le CGF. Le CGF n'a approuvé aucun montant en 2022 (pareillement en 2021).

Le tableau ci-dessous représente les prêts à recevoir avec ou sans conditions avantageuses avant provision :

Prêts	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Sans conditions avantageuses	45 278	45 846
Avec conditions avantageuses	1 837	1 710
Intérêts courus à recevoir au titre des prêts	662	1 154
	47 777	48 710

8. Provision pour prêts douteux

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	5 199	3 490
Provision pour prêts douteux	912	1 878
Prêts radiés et annulés	(2 154)	-
Recouvrements de remboursements de provisions	(364)	(169)
Solde à la fin de l'exercice	3 593	5 199
Constitué de :		
Provision spécifique*	2 875	4 471
Provision générale	718	728
Solde à la fin de l'exercice	3 593	5 199

* La provision spécifique comprend 56 000 \$ (111 000 \$ en 2021) pour le prêt pour fonds de roulement mis en place comme mesure de soutien pendant la pandémie et décaissé en 2021 (note 6).

9. Placement de capital-risque

Le portefeuille de placements de capital-risque de la Société est axé sur l'offre de financement sous forme d'actions privilégiées et de titres de créance à des sociétés des Territoires du Nord-Ouest. Au 31 mars 2022, la Société n'a pas d'influence notable au sein des sociétés dans lesquelles elle a investi.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires

Le 31 mars 2022

Au 31 mars 2022, le total cumulé des placements en capital-risque s'élevait à 943 000 \$ (593 000 \$ en 2021), avec des radiations cumulées de 593 000 \$ (593 000 \$ en 2021). En 2022, aucun placement à risque n'a été approuvé pour radiation par le Conseil (pareillement en 2021) ou pour annulation par le CGF (pareillement en 2021).

Actions privilégiées et dividendes

Les placements en actions privilégiées comportent un droit de conversion en actions ordinaires. Ce droit, s'il est exercé, peut avoir comme résultat la détention d'une participation majoritaire dans certaines circonstances. Les actions privilégiées sont rachetables au gré de la Société et rapportent des dividendes à des taux variables. Le rendement des placements varie d'un exercice à l'autre en fonction du montant des dividendes reçus ainsi que du moment où ils sont reçus.

10. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

La quasi-totalité des employés de la Société sont couverts par le régime (note 2(j)i)). Les cotisations sont versées à la fois par les employés et par la Société. Le président du Conseil du Trésor du Canada fixe le montant des cotisations à verser par l'employeur selon un multiple de la cotisation exigée des employés. Le taux de cotisation de l'employeur dépend de la date d'entrée en poste des employés. Pour les employés ayant commencé avant le 1^{er} janvier 2013, le taux effectif de cotisation de la Société à la fin de l'exercice correspondait à 1,01 fois (1,01 fois en 2021) le taux de cotisation des employés. Pour les employés ayant commencé après le 31 décembre 2012, le taux effectif de cotisation de la Société à la fin de l'exercice était égal à 1,0 fois (1,0 en 2021) le taux de cotisation des employés. Des cotisations totalisant 154 000 \$ (126 000 \$ en 2021) ont été passées en charges pendant l'exercice. Les cotisations de la Société et des employés au régime pour l'exercice ont été les suivantes.

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Cotisations versées par la Société	154	126
Cotisations versées par les employés	154	125

Le gouvernement du Canada a une obligation imposée par la loi de verser des prestations conformément aux dispositions du Régime. Les prestations de retraite s'accumulent généralement sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service valable multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont coordonnées avec le Régime des pensions du Canada et sont indexées en fonction de la hausse de l'indice des prix à la consommation.

b) Indemnités de départ, indemnités de déménagement et congés rémunérés

La Société verse des indemnités de départ et de déménagement aux employés en fonction des années de service et du salaire de fin de carrière (note 2(l)ii)). De plus, elle verse une aide aux employés et offre des congés de maladie et des congés spéciaux, conformément aux conventions collectives. Ce régime d'avantages sociaux est capitalisé à l'avance par les cotisations actuelles et est comptabilisé dans la trésorerie.

La dernière évaluation actuarielle date de février 2022; les données ont été extrapolées jusqu'à la fin de l'exercice. Les valeurs présentées ci-dessous comprennent les indemnités de départ et de déménagement et les congés rémunérés de la Société.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires**Le 31 mars 2022**

10. Avantages sociaux futurs (suite)**b) Indemnités de départ, indemnités de déménagement et congés rémunérés**

Variation des obligations	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées, au début de l'exercice	142	249
Coût pour les services rendus au cours de l'exercice	11	11
Coût financier	4	5
Prestations	(21)	(58)
Ajustement actuariel (gain)	62	(65)
Obligation au titre des prestations constituées, à la fin de l'exercice	198	142
Gains actuariels nets non amortis	88	155
Passif au titre des prestations constituées*	286	297

* Le montant total des prestations de retraite, des avantages sociaux futurs et des autres congés comprend un montant de 246 158 \$ (262 922 \$ en 2021) lié aux départs et aux déménagements ainsi qu'un montant de 31 955 \$ (34 376 \$ en 2021) lié aux congés rémunérés.

Coût des prestations

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Coût pour les services rendus au cours de l'exercice	11	11
Coût financier	4	5
Amortissement de l'ajustement actuariel (gain)	(6)	(6)
Avantages sociaux futurs	9	10

Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées est une moyenne de 4,10 (3,30 % en 2021). Le taux d'augmentation de la rémunération supposé est de 2 % (pareillement en 2021). Les gains et les pertes actuariels non amortis sont amortis selon la méthode linéaire sur le nombre moyen estimatif restant d'années de service des employés actifs, soit 10,3 années (8,3 années en 2021). Aucun taux d'inflation n'a été appliqué.

11. Avances du gouvernement des TNO

La Loi autorise la Société à emprunter au gouvernement des TNO, grâce à des avances, jusqu'à concurrence de 150 millions de dollars, en vue d'apporter une aide financière aux entreprises ou d'investir dans celles-ci. Les augmentations du solde non réglé des avances doivent être approuvées par le CGF en fonction des besoins de la Société. Le solde ne devait pas dépasser 45 millions de dollars au 31 mars 2022 (45 millions de dollars en 2021).

Les intérêts sur les avances sont déterminés en fonction du taux établi au cours de la dernière semaine de chaque mois pour les obligations du gouvernement du Canada de trois ans et sont composés annuellement. Le taux a varié de 0,48 % à 2,31 % au cours de l'exercice (0,19 % à 0,49 % en 2021).

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires**Le 31 mars 2022**

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	26 798	21 228
Intérêts imputés à l'avance (note 13)	269	70
Remboursement des avances (note 19)	(1 000)	
Avances reçues	-	5 500
Solde à la fin de l'exercice	26 067	26 798

Au cours de l'exercice, la Société n'a obtenu ou reçu aucune avance (5 500 000 \$ en 2021) pour couvrir les nouveaux prêts et les prêts pour fonds de roulement mis en place en réponse à la pandémie (notes 6 et 7). Le montant de 1 000 000 \$ payé durant l'exercice comprend 367 000 \$ de capital et 633 000 \$ d'intérêts.

12. Transferts gouvernementaux

	(en milliers de dollars)					
	2022			2021		
	Prêts/ Investis- sements	Détail/ Fabrication	Total	Prêts/ Investisse- ments	Détail/ Fabrication	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Gouvernement des TNO						
Fonctionnement et entretien	1 565	510	2 075	1 410	602	2 012
Services reçus à titre gracieux (note 17)	710	-	710	845	-	845
	2 275	510	2 785	2 255	602	2 857
Programmes fédéraux	97	-	97	97	-	97
	2 372	510	2 882	2 352	602	2 954

Le contrat stipule que tout fonds non dépensé doit être remboursé au gouvernement des TNO. Il n'y a pas eu de surplus en 2022 (pareillement en 2021).

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires

Le 31 mars 2022

13. Chiffres du budget consolidé et charge par objet

Les chiffres du budget consolidé ont été approuvés par le ministre et le CGF.

	Consolidé (en milliers de dollars)							
	2022				2021			
	Budget total	Prêts/ Investissements	Détail/ Fabrication	Total	Budget total	Prêts/ Investissements	Détail/ Fabrication	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Publicité et promotion	29	14	2	16	31	10	2	12
Amortissement	77	53	19	72	77	52	22	74
Mise hors service d'immobilisations	-	-	2	2	-	-	1	1
Créances douteuses	6	-	2	2	-	-	5	5
Frais bancaires et intérêts	29	2	26	28	26	18	21	39
Membres du conseil de gouvernance	48	14	2	16	52	37	2	39
Fonds d'aide aux entreprises	200	206	-	206	200	199	-	199
Centre de services aux entreprises	233	246	-	246	240	223	-	223
Rémunération et avantages sociaux	2 727	2 203	225	2 428	2 598	2 154	209	2 363
Informatique et communications	128	81	21	102	133	102	21	123
Coût des biens vendus	763	-	640	640	794	-	497	497
Assurances	24	-	28	28	27	-	23	23
Charge d'intérêts et coût de la réduction des taux d'intérêt *	225	269	-	269	425	373	-	373
Frais de bureau et généraux	77	50	10	60	70	44	11	55
Provision pour prêts douteux (recou- vrés) (net)	650	547	-	547	400	1 709	-	1 709
Honoraires professionnels	118	47	53	100	350	68	39	107
Loyer	176	170	15	185	216	169	15	184
Réparations et maintenance	15	-	19	19	10	-	29	29
Formation et ateliers	-	7	-	7	-	13	-	13
Déplacements	53	3	1	4	55	-	2	2
Services publics	71	-	59	59	59	-	61	61
	5 649	3 912	1 124	5 036	5 763	5 171	960	6 131

* Le coût de la réduction des taux d'intérêt comptabilisé en 2021 s'élevait à 303 000 \$ et s'expliquait par les prêts à conditions avantageuses (note 6). Le solde non amorti de cette réduction est désormais de 153 000 \$ (222 000 \$ en 2021).

14. Obligations contractuelles

Au 31 mars 2022, les prêts aux entreprises approuvés mais non encore décaissés totalisaient 370 000 \$ au taux d'intérêt moyen pondéré de 5,1 % (3 592 000 \$ en 2021 au taux d'intérêt moyen pondéré de 5,0 %). Ces prêts seront compris dans le solde des prêts seulement après leur décaissement. Toujours au 31 mars 2022, il n'y a eu aucun investissement à risque (350 000 \$ en 2021) et toutes les contributions aux entreprises approuvées avaient été décaissées (pareillement en 2021).

15. Éventualités**Prêts**

La Société a un emprunt en cours consenti à un organisme d'aide au développement des collectivités du Nord afin que celui-ci puisse consentir des prêts totalisant 296 000 \$ (un prêt en cours en 2021 totalisant 318 000 \$). Les prêts accordés par cet organisme peuvent être cédés à la Société lorsqu'ils sont douteux. En cas de cession, la Société radierait alors le solde du prêt de l'organisme de développement des collectivités du Nord et tenterait de récupérer sa perte directement auprès des emprunteurs. En 2022, aucun prêt n'a été cédé à la Société (pareillement en 2021).

Lettres de crédit de soutien

La Société dispose d'une lettre de crédit irrévocable en souffrance de 2 000 000 \$ (pareillement en 2021) qui vient à au cours de l'exercice 2023. La Société devra verser le montant de cette lettre de crédit si le bénéficiaire est en défaut par rapport aux dettes sous-jacentes. Si la Société doit payer des tiers en vertu de cette entente, le bénéficiaire de la lettre devra rembourser à la Société les montants payés. La lettre de crédit est garantie par un billet, un contrat de garantie générale, un cautionnement ou une hypothèque accessoire. Au cours de l'exercice, aucun paiement n'a été versé (pareillement en 2021).

16. Opérations entre apparentés

La Société est apparentée par propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement des TNO, de même qu'à leur conseil d'administration respectif, à leurs principaux dirigeants et aux membres de la famille proche de ceux-ci. La Société effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et en vertu de conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, à l'exception de certains services qui sont fournis à titre gracieux (note 17).

Les opérations entre apparentés au cours de l'exercice et les soldes à la fin de l'exercice s'établissent comme suit :

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Produits		
Ventes	15	3
Transferts gouvernementaux des TNO (note 12)	2 785	2 857
Charges		
Achats	208	225
Intérêts sur les avances du gouvernement des TNO	269	70
Soldes à la fin de l'exercice		

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires**Le 31 mars 2022**

Comptes débiteurs	2 079	9
Comptes créditeurs et charges à payer	182	129
Avances du gouvernement des TNO	26 067	26 798

17. Services reçus à titre gracieux

La Société comptabilise le coût estimatif des services fournis gratuitement par le gouvernement des TNO dans les présents états financiers. Les services reçus à titre gracieux de la part du gouvernement des TNO comprennent des services régionaux et des services des ressources humaines ainsi que des locaux à bureaux. Le coût estimatif de ces services s'établit comme suit :

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Personnel	488	623
Logement	222	222
	710	845

18. Dépendance économique

Les revenus de la Société proviennent à enlever 47,5 % (49,5 % en 2021) du gouvernement des TNO, sous la forme d'une contribution et de services reçus à titre gracieux. Ce financement est essentiel à la poursuite des activités de la Société.

19. Gestion des risques

Du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société s'expose aux risques suivants :

Risque de crédit

Ils désignent les risques qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Les risques associés à la trésorerie sont que ces actifs financiers sont minimes puisqu'on s'assure qu'ils sont placés auprès d'institutions financières bien capitalisées.

L'octroi de crédit et la gestion des prêts sont basés sur les politiques de crédit établies. L'exposition maximale des emprunteurs et des entités détenues aux risques de crédit correspond à la valeur comptable des prêts et des placements. La Société gère l'exposition aux risques de crédit par les moyens suivants :

- un système normalisé de classification des risques de crédit établi pour tous les prêts;
- des politiques et des directives en matière de crédit transmises aux agents de crédit dont les activités et les responsabilités englobent l'octroi de crédit et le suivi des résultats des clients;
- le comité d'examen des demandes (composé de cadres supérieurs) examine et approuve les prêts de plus de 500 000 \$;

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Notes complémentaires

Le 31 mars 2022

- la limite à 2 millions de dollars de la concentration des prêts et des investissements avec une entreprise ou un groupe d'entreprises apparentées. Les montants supérieurs à 2 millions de dollars doivent être approuvés par le CGF.

Les biens principaux affectés en garantie et les autres rehaussements de crédit pour les prêts comprennent des immeubles, du matériel, des cautionnements et des contrats de garantie générale.

Au 31 mars 2022, 4 649 000 \$ (3 378 000 \$ en 2021) des prêts douteux sont entièrement garantis par des actifs que la Société peut vendre afin de respecter les engagements des emprunteurs. Les politiques et les pratiques de gestion des risques de crédit de la Société n'ont pas subi de changements importants par rapport à l'exercice précédent. Cependant, les mesures de soutien liées à la pandémie ont mené à l'accord de prêts pour fonds de roulement aux entreprises admissibles à un taux d'intérêt de 1,75 %, ce qui représente un risque supplémentaire, car ces prêts ont été accordés sans cautionnements ni garantie financière (note 6).

Le tableau ci-dessous illustre les risques de crédit maximaux de la Société au 31 mars 2022 si toutes les parties contractantes manquaient à leurs obligations :

	(en milliers de dollars)	
	2022	2021
	\$	\$
Trésorerie	15 473	18 229
Créances	2 195	130
Prêts à recevoir	44 184	43 511
Lettres de crédit de soutien	2 000	2 000

Risque de taux d'intérêt

Ils désignent les risques de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée aux risques de taux d'intérêt du fait que les variations des taux d'intérêt du marché entraîneront des fluctuations des flux de trésorerie futurs liés aux avances du gouvernement des TNO, des fluctuations de la juste valeur et des flux de trésorerie futurs des prêts et des intérêts créditeurs provenant des liquidités.

Les emprunts de la Société auprès du gouvernement des TNO sont basés sur un taux d'intérêt variable du marché, et la Société prête à la majorité de ses clients à des taux fixes. La marge ou l'écart des taux d'intérêt de la Société augmente lorsque les taux d'intérêt chutent, et diminue lorsque les taux augmentent.

Pour gérer les risques de taux d'intérêt, la Société rembourse progressivement les avances du gouvernement des TNO à l'aide des flux de trésorerie disponibles dans le fonds de prêts et de cautionnement. Au cours de l'exercice, la Société a remboursé 1 000 000 \$ (note 11) au gouvernement (aucun remboursement en 2021).

Selon les avances du gouvernement des TNO au 31 mars 2022 et le solde mensuel de la trésorerie, une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt réduirait l'excédent annuel de 117 000 (85 000 \$

en 2021). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt ferait augmenter l'excédent annuel de 102 000 \$ (57 000 \$ en 2021).

Risque de liquidité

Il désigne le risque qu'une entité éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La Société gère les risques de liquidité en surveillant régulièrement les flux de trésorerie prévisionnels et réels.

Les avances du gouvernement des TNO sont payables à vue sans délai fixe de remboursement. Les remboursements des avances sont effectués lorsque la Société dispose de suffisamment de flux de trésorerie non affectés à des fins de prêt.

Les comptes créditeurs et les charges à payer devraient être réglés au bout de 12 mois.

Société d'investissement et de développement des Territoires du Nord-Ouest

Tableau consolidé des immobilisations corporelles Le 31 mars 2021

Annexe A (en milliers de dollars)							
	Terrains	Bâtiments	Véhicules et équipement	Améliorations locatives	Matériel in- formatique	31 mars 2022	31 mars 2021
Coût des immobilisations corporelles, au début de l'exercice	\$ 78	\$ 1 789	\$ 668	\$ 540	\$ 9	\$ 3 084	\$ 3 100
Acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	(10)	-	-	(10)	(16)
Coût des immobilisations corporelles à la fin de l'exercice	78	1 789	658	540	9	3 074	3 084
Amortissement cumulé au début de l'exercice	-	1 698	654	479	9	2 840	2 782
Charges d'amortissement	-	11	8	53	-	72	74
Cessions	-	-	(10)	-	-	(10)	(16)
Amortissement cumulé à la fin de l'exercice	-	1 709	652	532	9	2 902	2 840
Valeur comptable nette	78	80	6	8	-	172	244

